

**Art. 4.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. Brussel, 30 april 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-Présidente  
en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-Président en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,  
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,  
C. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
M. TARABELLA.

—  
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

*Stukken van de Raad.* — Ontwerp van decreet, nr. 705-1. — Verslag, nr. 705-2.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 28 april 2009.

---

#### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2009 — 2411

[C - 2009/29351]

### 30 AVRIL 2009. — Décret organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret s'applique à l'enseignement ordinaire maternel, primaire et secondaire de plein exercice ainsi qu'aux centres psycho-médico-sociaux.

**Art. 2.** Le présent décret a pour objet d'organiser un encadrement différencié au sein des établissements scolaires organisés ou subventionnés par la Communauté française relevant des niveaux d'enseignement visés à l'article 1<sup>er</sup>, afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité.

Dans ce cadre, le présent décret vise à différencier l'encadrement et le financement dans certaines implantations d'enseignement ordinaire maternel, primaire, fondamental et secondaire de plein exercice, organisées ou subventionnées par la Communauté française, ci-après dénommées « les implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié ».

La différenciation visée à l'alinéa précédent consiste en une attribution objective et proportionnée de moyens humains et de moyens financiers complémentaires et significatifs sur la base de critères socio-économiques objectifs et uniformes dans le but d'y promouvoir des actions pédagogiques complémentaires destinées à atteindre plus efficacement et plus équitablement les objectifs visés aux articles 6, en particulier le 4<sup>o</sup> 10, 11, 12, 24 et 34 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, ci-après dénommé « le décret missions ».

Les synergies avec les associations locales et régionales agissant dans les quartiers ainsi que les partenariats entre plusieurs implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié sont encouragés. Dans ce cadre, les moyens humains et les moyens financiers complémentaires peuvent être réunis et utilisés en commun par plusieurs implantations bénéficiaires.

Par actions pédagogiques complémentaires telles que visées par le présent décret, il y a lieu d'entendre notamment les initiatives visant :

1<sup>o</sup> A renforcer la maîtrise des apprentissages de base, et de la langue française en particulier, par tous les élèves.

2<sup>o</sup> A lutter contre l'échec, le redoublement et le retard scolaires.

3<sup>o</sup> A favoriser la détection rapide des difficultés scolaires, l'organisation de la remédiation immédiate et la mise en œuvre de pédagogies différenciées.

4<sup>o</sup> A prévenir le décrochage scolaire et, ce faisant, les éventuels phénomènes d'incivilités et de violence.

Parmi les actions pédagogiques complémentaires, une attention toute particulière est portée à l'adaptation à la langue française pour les élèves qui ne maîtrisent pas suffisamment celle-ci afin de leur permettre de s'adapter avec succès aux activités de la classe dans laquelle ils sont inscrits.

CHAPITRE II. — *De la détermination des implantations d'enseignement fondamental et d'enseignement secondaire bénéficiaires de l'encadrement différencié*

**Art. 3.** Tous les cinq ans, avant le 30 novembre, et pour la première fois au plus tard pour le 30 novembre 2009, une étude interuniversitaire établit pour la Communauté française l'indice socioéconomique de chaque secteur statistique, c'est-à-dire de chaque subdivision territoriale la plus petite déterminée par la Direction générale Statistique et Information économique du Service public fédéral Economie, Petites et Moyennes Entreprises, Classes moyennes et Energie, au moyen d'une formule de calcul prenant en compte les dernières données statistiques disponibles pour les critères suivants :

- 1° Revenu par habitant;
- 2° Niveau des diplômes;
- 3° Taux de chômage, taux d'activité et taux de bénéficiaires du revenu mensuel minimum moyen garanti;
- 4° Activités professionnelles;
- 5° Confort des logements.

Chacun des critères est déterminé en fonction d'une ou de plusieurs variables.

L'indice socio-économique de chaque secteur statistique est exprimé à l'aide d'un indice composite dont une valeur faible indique un niveau socio-économique moins favorisé. La formule de calcul de cet indice est soumise à l'approbation du Gouvernement de la Communauté française, ci-après dénommé « le Gouvernement », et fait apparaître les variables déterminant chacun des critères et la part respective de chacune d'elles dans le cadre de la formule de calcul.

Le cas échéant, afin de parfaire la typologie socio-économique des différents secteurs statistiques ou de suppléer à un ou plusieurs critères pour lesquels les données statistiques seraient indisponibles, incomplètes ou désuètes, l'étude visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> peut proposer de faire intervenir dans la formule d'autres critères déterminés en fonction d'une ou de plusieurs variables, lesquels sont également soumis à l'approbation du Gouvernement.

**Art. 4.** Tous les cinq ans, avant le 31 janvier, et pour la première fois au plus tard pour le 31 janvier 2010, sur la base des dernières données disponibles au 15 janvier relatives à l'inscription des élèves et à leur lieu de résidence, il est attribué à chaque élève, par les Services du Gouvernement, l'indice socio-économique le plus récent du secteur statistique de son lieu de résidence et il est calculé pour chaque implantation d'enseignement ordinaire maternel, primaire, fondamental et secondaire de plein exercice, organisé ou subventionné par la Communauté française, la moyenne des indices attribués aux élèves y inscrits.

Pour les élèves mineurs séjournant illégalement sur le territoire tels que visés à l'article 40 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, et pour les élèves considérés comme primo-arrivants en vertu du décret du 14 juin 2001 visant à l'insertion des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, il est attribué comme indice socio-économique la moyenne arithmétique des indices des 50 secteurs statistiques les plus bas parmi ceux visés à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>.

Pour les élèves dont les données ne sont pas disponibles, les Services du Gouvernement attribuent comme indice socio-économique la moyenne des indices de l'implantation fréquentée.

En fonction de la moyenne des indices visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les Services du Gouvernement fixent, d'une part, le classement des implantations de l'enseignement fondamental et, d'autre part, celui des implantations de l'enseignement secondaire. Dans les deux cas, les implantations sont classées de manière croissante, en débutant par l'implantation qui obtient l'indice socio-économique moyen le plus faible et en terminant par celle qui présente l'indice socio-économique moyen le plus élevé.

Les implantations telles qu'ordonnées conformément à l'alinéa précédent sont réparties, en fonction de leur population scolaire cumulée, en vingt classes comportant chacune 5,00 % (cinq pour cent) de la population de l'enseignement fondamental d'une part, secondaire de plein exercice d'autre part. Ces classes sont numérotées de 1 à 20, de celle comportant l'indice socio-économique moyen le plus faible à celle qui comporte l'indice socio-économique moyen le plus élevé.

Si, du fait de la comptabilisation de la population scolaire cumulée par tranche de 5,00 % (cinq pour cent), la délimitation supérieure d'une classe telle que visée à l'alinéa précédent ne correspond qu'à une partie de la population scolaire d'une même implantation, la population scolaire de cette dernière implantation est considérée comme répartie entre les deux classes en commençant par compléter la classe dont le coefficient est le plus favorable. Le cas échéant, pour l'application des chapitres IV et VI du présent décret, les implantations visées par le présent alinéa sont réputées appartenir à la classe la plus favorable.

Sur cette base, les implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié pour cinq années au moins (cycle quinquennal) sont celles qui relèvent totalement ou partiellement des classes numérotées de 1 à 5, soit celles qui, dans l'ordre du classement visé au présent article, sont les moins favorisées et dont la somme des nombres des élèves y inscrits est égale à 25,00 % (vingt-cinq pour cent), respectivement pour l'enseignement fondamental et pour l'enseignement secondaire, du nombre total des élèves inscrits respectivement dans les implantations d'enseignement fondamental et dans les implantations d'enseignement secondaire de plein exercice de Communauté française. A contrario, les autres implantations, qui relèvent totalement ou partiellement des classes numérotées de 6 à 20, sont réputées non bénéficiaires de l'encadrement différencié.

Les listes des implantations de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire bénéficiaires de l'encadrement différencié ainsi que la classe à laquelle elles appartiennent sont approuvées tous les cinq ans par le Gouvernement, avant le 28 février, et pour la première fois au plus tard pour le 28 février 2010.

**Art. 5.** Les indications de délai fixées aux articles 3, 4, 6, et 7 renvoient à l'année scolaire précédant celle durant laquelle les moyens humains et les moyens de fonctionnement supplémentaires sont affectés pour la première des cinq années aux implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié telles que visées à l'article 4.

CHAPITRE III. — *Des moyens complémentaires dévolus aux implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié et de leur affectation*

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Dans l'enseignement fondamental, à partir de l'année scolaire 2010-2011, des périodes et des crédits supplémentaires sont octroyés complémentaiement et exclusivement aux implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié visées à l'article 4.

Dans aucun cas ces périodes et ces crédits supplémentaires ne peuvent bénéficier à des implantations non bénéficiaires de l'encadrement différencié ou à d'autres fins que celles visées par le présent décret.

§ 2. 18 381 périodes supplémentaires sont affectées directement par les Services du Gouvernement aux implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié et aux implantations sortantes sous forme de capital-périodes pour l'obtention des moyens humains visés à l'article 9, § 1<sup>er</sup>.

Dans un premier temps, des périodes sont octroyées aux implantations sortantes, soit celles qui, après avoir été reprises totalement ou partiellement parmi les classes 1 à 5 visées à l'article 4, et avoir bénéficié durant cinq ans au moins des moyens de l'encadrement différencié, ne sont plus reprises sur la liste visée à l'article 4, dernier alinéa, des suites du dernier classement opéré dans ce cadre. La première année scolaire où l'implantation est sortante, celle-ci bénéficie de 50,00 % (cinquante pour cent) des périodes qui lui ont été accordées l'année scolaire précédente. L'année scolaire suivante, celle-ci bénéficie de 25,00 % (vingt-cinq pour cent) des périodes qui lui ont été accordées deux ans auparavant. La part de chaque implantation sortante est arrondie à l'unité inférieure et ne peut être inférieure à 6 périodes.

Après avoir soustrait de l'ensemble des périodes visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les périodes déterminées à l'alinéa 2 et, le cas échéant, les périodes visées à l'article 44, les Services du Gouvernement affectent les périodes restantes.

La part d'encadrement différencié proméritee pour son implantation par chaque élève d'une classe donnée est le résultat d'une fraction dont le numérateur est le produit des périodes restantes visées à l'alinéa 3 par le coefficient de classe propre à l'élève concerné et dont le dénominateur est le nombre d'élèves régulièrement inscrits dans l'ensemble des implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié au 15 janvier. La part de chaque implantation bénéficiaire de l'encadrement différencié est arrondie à l'unité inférieure.

Le coefficient de classe visé à l'alinéa précédent est fonction de la classe à laquelle appartient en tout ou en partie l'implantation conformément à l'article 4, alinéas 4 à 8. Il équivaut à :

- 1° 1,50 pour les implantations relevant de la classe 1.
- 2° 1,25 pour les implantations relevant de la classe 2.
- 3° 1,00 pour les implantations relevant de la classe 3.
- 4° 0,75 pour les implantations relevant de la classe 4.
- 5° 0,50 pour les implantations relevant de la classe 5.

Toute implantation visée aux alinéas 2 et 4 reçoit un minimum de 6 périodes.

§ 3. Des crédits supplémentaires pour un montant annuel de huit millions nonante deux mille euros (8.092.000 EUR) sont affectés directement par les Services du Gouvernement aux implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié et aux implantations sortantes sous forme de moyens de fonctionnement visés à l'article 9, § 2. A partir de l'année budgétaire 2011, le montant de ces crédits est indexé chaque année civile en fonction de l'évolution de l'indice général des prix à la consommation à la date du 1<sup>er</sup> janvier.

Dans un premier temps, des moyens de fonctionnement sont octroyés aux implantations sortantes. La première année scolaire où l'implantation est sortante, celle-ci bénéficie de 50,00 % (cinquante pour cent) des moyens de fonctionnement qui lui ont été accordés l'année scolaire précédente. L'année scolaire suivante, celle-ci bénéficie de 25,00 % (vingt-cinq pour cent) des moyens de fonctionnement qui lui ont été accordés deux ans auparavant.

Après avoir soustrait de l'ensemble des moyens de fonctionnement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les montants déterminés à l'alinéa 2, les Services du Gouvernement affectent les moyens de fonctionnement restant.

La part de moyens de fonctionnement supplémentaires proméritee pour son implantation par chaque élève d'une classe donnée est le résultat d'une fraction dont le numérateur est le produit des moyens de fonctionnement restant visés à l'alinéa 3 par le coefficient de classe propre à l'élève concerné et dont le dénominateur est le nombre d'élèves régulièrement inscrits dans l'ensemble des implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié au 15 janvier. La part de chaque implantation bénéficiaire de l'encadrement différencié est arrondie à l'unité inférieure.

Le coefficient de classe visé à l'alinéa précédant équivaut aux mêmes valeurs que celles visées au § 2, alinéa 5.

§ 4. Tous les cinq ans, avant le 15 avril de chaque année, et pour la première fois au plus tard pour le 15 avril 2010, les Services du Gouvernement informent les chefs d'établissement concernés pour l'enseignement fondamental organisé par la Communauté française ainsi que les pouvoirs organisateurs concernés pour l'enseignement fondamental subventionné par la Communauté française, chacun pour ce qui le concerne, des répartitions des moyens humains et des moyens de fonctionnement affectés aux implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié tels que déterminés conformément aux §§ 2 et 3. Ces moyens humains et de fonctionnement sont octroyés annuellement durant cinq années successives, hormis les éventuels cas prévus à l'article 19.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Dans l'enseignement secondaire, à partir de l'année scolaire 2010-2011, des périodes et des crédits supplémentaires sont octroyés complémentaiement et exclusivement aux implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié visées à l'article 4.

Dans aucun cas ces périodes et ces crédits supplémentaires ne peuvent bénéficier à des implantations non bénéficiaires de l'encadrement différencié ou à d'autres fins que celles visées par le présent décret.

§ 2. 14 058 périodes supplémentaires sont affectées directement par les Services du Gouvernement aux implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié et aux implantations sortantes sous forme de périodes-professeurs (NTPP) pour l'obtention des moyens humains visés à l'article 10, § 1<sup>er</sup>.

Dans un premier temps, des périodes sont octroyées aux implantations sortantes, soit celles qui, après avoir été reprises totalement ou partiellement parmi les classes 1 à 5 visées à l'article 4, et avoir bénéficié durant cinq ans au moins des moyens de l'encadrement différencié, ne sont plus reprises sur la liste visée à l'article 4, dernier alinéa, des suites du dernier classement opéré dans ce cadre. La première année scolaire où l'implantation est sortante, celle-ci bénéficie de 50,00 % (cinquante pour cent) des périodes qui lui ont été accordées l'année scolaire précédente. L'année scolaire suivante, celle-ci bénéficie de 25,00 % (vingt-cinq pour cent) des périodes qui lui ont été accordées deux ans auparavant. La part de chaque implantation sortante est arrondie à l'unité inférieure et ne peut être inférieure à moins de 12 périodes.

Après avoir soustrait de l'ensemble des périodes visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les périodes déterminées à l'alinéa 2, les Services du Gouvernement affectent les périodes restantes.

La part d'encadrement différencié proméritee pour son implantation par chaque élève d'une classe donnée est le résultat d'une fraction dont le numérateur est le produit des périodes restantes visées à l'alinéa 3 par le coefficient de classe propre à l'élève concerné et dont le dénominateur est le nombre d'élèves régulièrement inscrits dans l'ensemble des implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié au 15 janvier. La part de chaque implantation bénéficiaire de l'encadrement différencié est arrondie à l'unité inférieure.

Le coefficient de classe visé à l'alinéa précédent est fonction de la classe à laquelle appartient en tout ou en partie l'implantation conformément à l'article 4, alinéas 4 à 8. Il équivaut à :

- 1° 1,50 pour les implantations relevant de la classe 1.
- 2° 1,25 pour les implantations relevant de la classe 2.
- 3° 1,00 pour les implantations relevant de la classe 3.
- 4° 0,75 pour les implantations relevant de la classe 4.
- 5° 0,50 pour les implantations relevant de la classe 5.

Toute implantation visée aux alinéas 2 et 4 reçoit un minimum de 12 périodes.

§ 3. Des crédits supplémentaires pour un montant annuel de cinq millions huit cent trente-quatre mille euros (5.834.000 EUR) sont affectés directement par les Services du Gouvernement aux implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié et aux implantations sortantes sous forme de moyens de fonctionnement visés à l'article 10, § 2. A partir de l'année budgétaire 2011, le montant de ces crédits est indexé chaque année civile en fonction de l'évolution de l'indice général des prix à la consommation à la date du 1<sup>er</sup> janvier.

Dans un premier temps, des moyens de fonctionnement sont octroyés aux implantations sortantes. La première année scolaire où l'implantation est sortante, celle-ci bénéficie de 50,00 % (cinquante pour cent) des moyens de fonctionnement qui lui ont été accordés l'année scolaire précédente. L'année scolaire suivante, celle-ci bénéficie de 25,00 % (vingt-cinq pour cent) des moyens de fonctionnement qui lui ont été accordés deux ans auparavant.

Après avoir soustrait de l'ensemble des moyens de fonctionnement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les montants déterminés à l'alinéa 2, les Services du Gouvernement affectent les moyens de fonctionnement restant.

La part de moyens de fonctionnement supplémentaires proméritee pour son implantation par chaque élève d'une classe donnée est le résultat d'une fraction dont le numérateur est le produit des moyens de fonctionnement restant visés à l'alinéa 3 par le coefficient de classe propre à l'élève concerné et dont le dénominateur est le nombre d'élèves régulièrement inscrits dans l'ensemble des implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié au 15 janvier. La part de chaque implantation bénéficiaire de l'encadrement différencié est arrondie à l'unité inférieure.

Le coefficient de classe visé à l'alinéa précédant équivaut aux mêmes valeurs que celles visées au § 2, alinéa 5.

§ 4. Tous les cinq ans, avant le 15 avril de chaque année, et pour la première fois au plus tard pour le 15 avril 2010, les Services du Gouvernement informent les chefs d'établissement concernés pour l'enseignement secondaire organisé par la Communauté française ainsi que les pouvoirs organisateurs concernés pour l'enseignement secondaire subventionné par la Communauté française, chacun pour ce qui le concerne, des répartitions des moyens humains et des moyens de fonctionnement affectés aux implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié tels que déterminés conformément aux §§ 2 et 3. Ces moyens humains et de fonctionnement sont octroyés annuellement durant cinq années successives, hormis les éventuels cas prévus à l'article 19.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Dans l'enseignement fondamental et dans l'enseignement secondaire, durant l'année scolaire précédant celle durant laquelle les moyens humains et de fonctionnement supplémentaires sont affectés pour la première des cinq années aux implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié, pour le 30 juin, et pour la première fois au plus tard pour le 30 juin 2010, un Projet général d'action d'encadrement différencié (PGAED) est élaboré, pour chaque implantation concernée, par le chef d'établissement en concertation avec l'ensemble de l'équipe éducative de l'implantation dans l'enseignement organisé par la Communauté française et par le pouvoir organisateur en concertation avec l'ensemble de l'équipe éducative de l'implantation dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, suivant un modèle-type arrêté par le Gouvernement. Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, le PGAED peut également être approuvé par le Gouvernement sur sa demande et, le cas échéant, être modifié.

Par « équipe éducative » telle que visée dans le présent décret, il faut entendre l'ensemble des membres du personnel exerçant toute ou partie de leur fonction dans une même implantation, à l'exclusion des personnels administratifs, de maîtrise, gens de métier et de service.

Le PGAED est conclu après avoir pris les avis respectifs du Conseil de participation visé à l'article 69 du décret missions et du comité de concertation de base dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou de la commission paritaire locale dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française ou de l'instance concernée dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française.

L'avis du Comité de concertation de base dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou de la Commission paritaire locale dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française ou de l'instance concernée dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française visé à l'alinéa précédent est recueilli conformément, chacun pour ce qui les concerne, aux dispositions :

- 1° De la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.
- 2° Des articles 85 à 96 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné.
- 3° Relatives aux conseils d'entreprise, ou, à défaut, au comité pour la protection du travail, ou, à défaut, dans les instances de concertation locales, ou à défaut auprès des délégations syndicales.

Le PGAED définit pour une durée de cinq ans les objectifs poursuivis et l'ensemble des actions concrètes, notamment les actions pédagogiques complémentaires, visés à l'article 2, et envisagés sur une durée de cinq ans dans le cadre de l'encadrement différencié.

Les objectifs poursuivis et l'ensemble des actions concrètes doivent être en adéquation et prendre en compte :

- 1° L'engagement de toute l'implantation, de son équipe pédagogique et de tous ses élèves, dans la pédagogie de la réussite et la lutte contre l'échec, le retard et le redoublement scolaire.

2° Les besoins spécifiques du terrain et le contexte de l'implantation concernée, notamment son environnement et le travail mené en collaboration avec le centre psycho-médico-social. Dans ce cadre, ils peuvent favoriser la création de synergies avec les associations locales et régionales agissant dans les quartiers, notamment dans les domaines pédagogiques, éducatifs, culturels et sportifs.

3° Le projet d'établissement visé aux articles 67 et 68 du décret missions.

4° Les constats issus des évaluations internes et externes, certificatives ou non certificatives, menées au sein de l'implantation notamment dans le cadre du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire.

5° Les indicateurs objectifs, notamment les taux de réussite et d'échecs scolaires en ce compris ceux obtenus aux évaluations visées au 4° de redoublement et de retard scolaire, de changements d'établissement, d'orientation des élèves à l'issue du continuum pédagogique visés à l'article 13 du décret missions, d'orientation des élèves dans l'enseignement spécialisé.

6° Les évaluations, contrôles et rapports produits par le Service général de l'Inspection dans le cadre de ces missions telles que définies par le décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques, notamment ses articles 6 et 7.

Pour mener à bien les objectifs poursuivis et l'ensemble des actions concrètes, le PGAED indique l'affectation ventilée, dans le cadre des articles 9 ou 10, qui sera faite des moyens humains et des moyens de fonctionnement attribués complémentaires dans le cadre du présent décret.

Le cas échéant, le PGAED peut être élaboré en partenariat par plusieurs équipes éducatives d'implantations d'enseignement fondamental ou d'enseignement secondaire qui peuvent dépendre de pouvoirs organisateurs distincts et/ou relever de l'enseignement fondamental ou secondaire. Dans ce cadre, chaque implantation partenaire intervient dans l'affectation ventilée visée à l'alinéa précédent.

Le cas échéant, le PGAED peut être amendé annuellement.

Le PGAED est tenu à disposition des Services du Gouvernement qui, chacun pour ce qui les concerne et sans préjudice de la liberté des méthodes pédagogiques, peuvent s'assurer de son adéquation avec le présent décret et de sa mise en œuvre.

§ 2. Dans l'enseignement fondamental et dans l'enseignement secondaire, chaque année durant les cinq années scolaires durant lesquelles des moyens humains et de fonctionnement supplémentaires sont affectés aux implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié, pour le 30 juin, et pour la première fois au plus tard pour le 30 juin 2011, un rapport de suivi du PGAED visé au § 1<sup>er</sup> est élaboré par le chef d'établissement en concertation avec l'ensemble de l'équipe éducative de l'implantation dans l'enseignement organisé par la Communauté française et par le pouvoir organisateur en concertation avec l'ensemble de l'équipe éducative de l'implantation dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, suivant un modèle-type arrêté par le Gouvernement. Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, le rapport de suivi du PGAED peut également être approuvé par le Gouvernement sur sa demande et, le cas échéant, être modifié.

Le rapport de suivi du PGAED est élaboré après avoir pris les avis respectifs du Conseil de participation visé à l'article 69 du décret missions et du comité de concertation de base dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou de la commission paritaire locale dans l'enseignement officiel subventionné ou de l'instance concernée dans l'enseignement libre subventionné selon les mêmes dispositions que celles visées au § 1<sup>er</sup>.

Le rapport de suivi du PGAED contient les informations et les indicateurs permettant de juger de l'accomplissement des objectifs fixés. Dans ce cadre, il présente l'évolution des informations visées au § 1<sup>er</sup>, alinéa 6, en particulier 4° à 6°. Le cas échéant, il contient les ajustements jugés nécessaires par rapport au PGAED initial.

Le rapport de suivi du PGAED indique l'affectation ventilée, sur l'année scolaire écoulée et pour l'année scolaire qui suit, des moyens humains et des moyens de fonctionnement attribués dans le cadre des articles 6 ou 7. Le cas échéant, le rapport de suivi du PGAED est élaboré en partenariat et l'intervention de chaque implantation partenaire est détaillée.

Le rapport de suivi du PGAED est tenu à disposition des Services du Gouvernement qui, chacun pour ce qui les concerne et sans préjudice de la liberté des méthodes pédagogiques, peuvent s'assurer de son adéquation avec le présent décret et de sa mise en œuvre. A cette fin, les pièces justificatives des dépenses engagées dans le cadre de l'encadrement différencié sont également tenues à disposition.

§ 3. Dans l'enseignement fondamental et dans l'enseignement secondaire, chaque année durant les deux années scolaires durant lesquelles des moyens humains et de fonctionnement supplémentaires sont affectés aux implantations sortantes, pour le 30 juin, et pour la première fois au plus tard pour le 30 juin 2016, un rapport de fin du PGAED pour la sixième et la septième et dernière années scolaires durant lesquelles des moyens humains et de fonctionnement supplémentaires sont affectés aux implantations sortantes est élaboré par le chef d'établissement en concertation avec l'ensemble de l'équipe éducative de l'implantation dans l'enseignement organisé par la Communauté française et par le pouvoir organisateur en concertation avec l'ensemble de l'équipe éducative de l'implantation dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, suivant un modèle-type arrêté par le Gouvernement. Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, le rapport de fin du PGAED peut également être approuvé par le pouvoir organisateur sur sa demande et, le cas échéant, être modifié.

Le rapport de fin du PGAED est élaboré après avoir pris les avis respectifs du Conseil de participation visé à l'article 69 du décret missions et du comité de concertation de base dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou de la commission paritaire locale dans l'enseignement officiel subventionné ou de l'instance concernée dans l'enseignement libre subventionné selon les mêmes dispositions que celles visées au § 1<sup>er</sup>.

Le rapport de fin du PGAED contient les informations et les indicateurs permettant de juger de l'accomplissement des objectifs fixés. Dans ce cadre, il présente l'évolution des informations visées au § 1<sup>er</sup>, alinéa 6, en particulier 4° à 6°. Le cas échéant, il contient les ajustements jugés nécessaires par rapport au PGAED initial.

Le rapport de fin du PGAED indique l'affectation ventilée qui a été faite sur l'année écoulée des moyens humains et des moyens de fonctionnement attribués dans le cadre des articles 6 ou 7.

Le cas échéant, le rapport de fin du PGAED est élaboré en partenariat et l'intervention de chaque implantation partenaire est détaillée.

Le rapport de fin du PGAED est tenu à disposition des Services du Gouvernement qui, chacun pour ce qui les concerne et sans préjudice de la liberté des méthodes pédagogiques, peuvent s'assurer de son adéquation avec le présent décret et de sa mise en œuvre. A cette fin les pièces justificatives des dépenses engagées dans le cadre de l'encadrement différencié sont également tenues à disposition.

**Art. 9. § 1<sup>er</sup>.** Dans l'enseignement fondamental, les moyens humains sous forme de capital-périodes visés à l'article 6, § 2, peuvent permettre :

1° L'engagement ou la désignation d'instituteurs primaires à raison d'au moins 6 périodes sous forme de capital-périodes supplémentaires.

2° L'engagement ou la désignation d'instituteurs maternels à raison d'au moins 1 emploi quart-temps, cet emploi étant converti en capital-périodes à raison de 24 périodes par charge complète.

3° L'engagement ou la désignation de maîtres d'éducation physique à raison d'au moins 6 périodes sous forme de capital-périodes supplémentaires.

4° L'engagement ou la désignation de maîtres de psychomotricité à raison d'au moins 6 périodes sous forme de capital-périodes supplémentaires.

5° L'engagement ou la désignation, à titre temporaire et pour une durée déterminée, dans le centre psycho-médico-social compétent pour une ou plusieurs implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié et avec mise à disposition spécifique pour cette ou ces implantations, d'un auxiliaire social, d'un auxiliaire paramédical, d'un auxiliaire psycho-pédagogique ou d'un conseiller psychopédagogique supplémentaire d'au moins un quart-temps, cet emploi étant converti en capital-périodes, à raison de 24 périodes par charge complète.

6° L'engagement ou la désignation d'éducateurs à raison d'au moins 1 emploi quart-temps, cet emploi étant converti en capital-périodes à raison de 24 périodes par charge complète.

7° L'engagement ou la désignation de puéricultrices et puériculteurs à raison d'au moins 1 emploi quart-temps, cet emploi étant converti en capital-périodes, à raison de 24 périodes par charge complète.

Dans les cas visés au 1° à 7° à l'alinéa précédent :

1° Les moyens humains sous forme de capital-périodes sont attribués après concertation avec les organisations syndicales représentatives conformément à l'article 8.

2° Les services prestés dans ce cadre sont en tout point assimilés aux services prestés dans le cadre organique.

3° L'accès à ces emplois est soumis aux mêmes dispositions statutaires que ceux du cadre organique.

4° Les emplois ainsi créés peuvent donner lieu à nomination ou engagement à titre définitif hormis ceux visés au 5° du précédent alinéa.

Complémentairement aux dispositifs établis par l'article 32 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement et par le décret du 14 juin 2001 visant à l'insertion des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, de manière à renforcer la maîtrise des apprentissages de base, et de la langue française en particulier, par tous les élèves, les moyens humains visés au présent article peuvent notamment être utilisés sous la forme de périodes et/ou de classes plus spécifiquement dédiées à l'adaptation à la langue française pour les élèves qui ne maîtrisent pas suffisamment celle-ci afin de leur permettre de s'adapter avec succès aux activités de la classe dans laquelle ils sont inscrits. Le cas échéant, une telle activité pédagogique peut être organisée au-delà de l'horaire hebdomadaire de l'élève.

§ 2. Les moyens de fonctionnement visés à l'article 6, § 3, peuvent permettre :

1° L'engagement de personnel non enseignant, notamment sous contrat de travail à durée déterminée, sous contrat de prestation de services ou sous contrat de collaboration, notamment :

a) Des logopèdes;

b) Du personnel chargé de l'encadrement des élèves en dehors des heures de cours, en ce compris de l'étude dirigée;

c) Des associations ou des organismes pédagogiques, éducatifs, culturels et sportifs;

d) Des médiateurs;

e) Des bibliothécaires et responsables multimédias.

2° L'engagement d'agents contractuels subventionnés, en collaboration avec les régions, notamment :

a) Des enseignants;

b) Des éducateurs;

c) Des assistants sociaux;

d) Des puéricultrices et des puériculteurs;

e) Des logopèdes;

f) Des médiateurs;

g) Des bibliothécaires et responsables multimédias.

3° L'engagement de personnel non enseignant sous contrat de travail dans le cadre d'un programme de transition professionnelle, en collaboration avec les régions, notamment :

a) Du personnel chargé de travaux d'embellissement, d'aménagement et de réhabilitation légère de locaux ou des abords, tels que des travaux de peinture et de menuiserie;

b) Du personnel chargé d'apporter un soutien à l'équipe éducative.

4° Le remplacement des enseignants, dans le cadre de la formation continuée, notamment par l'organisation d'activités pédagogiques d'animation visées à l'article 16, alinéa 3, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire.

5° L'organisation et la participation de membres de l'équipe éducative, ainsi que leur remplacement éventuel s'il s'agit d'enseignants, dans ou en dehors de l'implantation, à des formations et séminaires spécifiques dans les domaines suivants : remédiation immédiate et mise en œuvre de pédagogies différenciées en cas de difficultés scolaires, adaptation à la langue française par les élèves qui ne maîtrisent pas suffisamment celle-ci, hétérogénéité des publics scolaires, interculturalité, renforcement des relations « familles-école », gestion et prévention du décrochage scolaire, gestion et prévention des conflits et des phénomènes de violence.

6° Des actions en commun, notamment dans le cadre de la mise en œuvre des articles 6 et 8, 9° et 10° du décret missions, avec les services du secteur de l'Aide à la jeunesse fixés à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la jeunesse, et plus spécifiquement les services d'aide en milieu ouvert agréés en application de l'Arrêté du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'aide en milieu ouvert.

7° Au bénéfice des élèves de l'implantation, la création d'espaces de rencontres, l'installation et le fonctionnement de bibliothèques, de centres de documentation et de ressources multimédias, l'achat de livres, de manuels scolaires, de journaux, de revues et périodiques, de logiciels scolaires et d'autres supports d'information.

8° La prise en charge, tant pour les élèves de l'implantation que pour les membres du personnel accompagnant, des frais de participation aux activités pédagogiques, éducatives, culturelles et sportives comme notamment les droits d'entrée et de participation, que celles-ci soient organisées dans ou en dehors de l'implantation, le cas échéant en ce compris la prise en charge de frais de déplacements en résultant.

9° L'aménagement et l'embellissement des locaux ou des abords de l'implantation.

10° L'achat de matériel destiné spécifiquement à l'implantation.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Dans l'enseignement secondaire, les moyens humains sous forme de périodes-professeurs visés à l'article 7, § 2, peuvent permettre :

1° L'engagement ou la désignation d'enseignants.

2° L'engagement ou la désignation de personnel auxiliaire d'éducation.

3° L'engagement ou la désignation de proviseur ou de sous-directeur, à raison exclusivement de 28 périodes pour un temps plein ou de 14 périodes pour un mi-temps, lequel peut être imputé pour partie à charge des moyens humains sous forme de périodes-professeurs visés à l'article 7, § 2 et pour partie à charge du nombre total de périodes professeurs accordé en application du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice.

4° L'engagement ou la désignation, à titre temporaire et pour une durée déterminée, dans le centre psycho-médico-social compétent pour une ou plusieurs implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié et avec mise à disposition spécifique pour cette ou ces implantations, d'un auxiliaire social, d'un auxiliaire paramédical, d'un auxiliaire psychopédagogique ou d'un conseiller psychopédagogique supplémentaire d'au moins un quart-temps, cet emploi étant converti en périodes-professeurs, à raison de 22 périodes par charge complète.

Dans les cas visés au 1° à 4° :

1° Les moyens humains sous forme de périodes-professeurs sont attribués après concertation avec les organisations syndicales représentatives conformément à l'article 8.

2° Les services prestés dans ce cadre sont en tout point assimilés aux services prestés dans le cadre organique.

3° L'accès à ces emplois est soumis aux mêmes dispositions statutaires que ceux du cadre organique.

4° Les emplois ainsi créés peuvent donner lieu à nomination ou engagement à titre définitif hormis ceux visés au 4° du précédent alinéa.

Complémentaire au dispositif établi par le décret du 14 juin 2001 visant à l'insertion des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, de manière à renforcer la maîtrise des apprentissages de base, et de la langue française en particulier, par tous les élèves, les moyens humains visés au présent article peuvent notamment être utilisés sous la forme de périodes et/ou de classes plus spécifiquement dédiées à l'adaptation à la langue française pour les élèves qui ne maîtrisent pas suffisamment celle-ci afin de leur permettre de s'intégrer avec succès aux activités de la classe dans laquelle ils sont inscrits. Le cas échéant, une telle activité pédagogique peut être organisée au-delà de l'horaire hebdomadaire de l'élève.

§ 2. Les moyens de fonctionnement visés à l'article 7, § 3, peuvent permettre :

1° L'engagement de personnel non enseignant, notamment sous contrat de travail à durée déterminée, sous contrat de prestation de services ou sous contrat de collaboration, notamment :

a) Des logopèdes;

b) Du personnel chargé de l'encadrement des élèves en dehors des heures de cours, en ce compris de l'étude dirigée;

c) Des associations ou des organismes pédagogiques, éducatifs, culturels et sportifs;

d) Des médiateurs;

e) Des bibliothécaires et responsables multimédias.

2° L'engagement d'agents contractuels subventionnés, en collaboration avec les régions, notamment :

a) Des enseignants;

b) Des éducateurs;

c) Des assistants sociaux;

d) Des bibliothécaires, des spécialistes des médias, de l'audiovisuel et de l'animation socio-culturelle;

e) Des logopèdes;

f) Des médiateurs;

g) Des bibliothécaires et responsables multimédias.

3° L'engagement de personnel non enseignant sous contrat de travail dans le cadre d'un programme de transition professionnelle, en collaboration avec les régions, notamment :

a) Du personnel chargé de travaux d'embellissement, d'aménagement et de réhabilitation légère de locaux ou des abords, tels que des travaux de peinture et de menuiserie

b) Du personnel chargé d'apporter un soutien à l'équipe éducative.

4° Le remplacement des enseignants des deux premières années de l'enseignement secondaire dans le cadre de la formation continuée, notamment par l'organisation d'activités à caractère socio-culturel visées par le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médicosociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière.

5° L'organisation et la participation de membres de l'équipe éducative, ainsi que leur remplacement éventuel s'il s'agit d'enseignants, dans ou en dehors de l'implantation, à des formations et séminaires spécifiques dans les domaines suivants : remédiation immédiate et mise en œuvre de pédagogies différenciées en cas de difficultés scolaires, adaptation à la langue française par les élèves qui ne maîtrisent pas suffisamment celle-ci, hétérogénéité des publics scolaire, interculturalité, renforcement des relations « familles-école », gestion et prévention du décrochage scolaire, gestion et prévention des conflits et des phénomènes de violence.

6° Des actions en commun, notamment dans le cadre de la mise en œuvre des articles 6 et 8, 9° et 10°, du décret missions, avec les services du secteur de l'Aide à la jeunesse fixés à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la jeunesse, et plus spécifiquement les services d'aide en milieu ouvert agréés en application de l'Arrêté du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'aide en milieu ouvert.

7° Au bénéfice des élèves de l'implantation, la création d'espaces de rencontres, l'installation et le fonctionnement de bibliothèques, de centres de documentation et de ressources multimédias, l'achat de livres, de manuels scolaires, de journaux, de revues et périodiques, de logiciels scolaires et d'autres supports d'information.

8° La prise en charge, tant pour les élèves de l'implantation que pour les membres du personnel accompagnant, des frais de participation aux activités pédagogiques, éducatives, culturelles et sportives comme notamment les droits d'entrée et de participation, que celles-ci soient organisées dans ou en dehors de l'implantation, le cas échéant en ce compris la prise en charge de frais de déplacements en résultant.

9° L'aménagement et l'embellissement des locaux ou des abords de l'implantation.

10° L'achat de matériel destiné spécifiquement à l'implantation.

**Art. 11.** Les crédits supplémentaires visés aux articles 6, § 3, et 7, § 3, sont engagés entièrement sur le budget de l'année civile où l'année scolaire prend fin.

*CHAPITRE IV. — Des mesures et règles diverses  
applicables à certaines implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié*

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Les emplois visés à l'article 3 de l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire peuvent être créés ou subventionnés, selon l'ordre de dévolution qui y est fixé, à concurrence d'un emploi par tranche complète :

1° De 70 élèves dans les implantations d'enseignement secondaire bénéficiaires de l'encadrement différencié appartenant à la classe 1;

2° De 80 élèves dans les implantations d'enseignement secondaire bénéficiaires de l'encadrement différencié appartenant à la classe 2 ou 3.

§ 2. Dans l'arrêté royal visé au § 1<sup>er</sup>, il est apporté la modification suivante : l'article 4 est remplacé par les termes : « Art. 4. Dans les implantations d'enseignement secondaire bénéficiaires de l'encadrement différencié en vertu du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, les emplois visés à l'article 3 peuvent être créés ou subventionnés, selon l'ordre de dévolution qui y est fixé, à concurrence d'un emploi par tranche complète :

1° De 70 élèves dans les implantations d'enseignement secondaire bénéficiaires de l'encadrement différencié appartenant à la classe 1;

2° De 80 élèves dans les implantations d'enseignement secondaire bénéficiaires de l'encadrement différencié appartenant à la classe 2 ou 3.

Les emplois ainsi créés peuvent donner lieu à nomination ou engagement à titre définitif. ».

**Art. 13.** Dans les implantations d'enseignement secondaire bénéficiaires de l'encadrement différencié appartenant à la classe 1 :

1° L'utilisation des périodes-professeurs visées à l'article 10 permet de contribuer à l'amélioration des conditions de travail par la guidance des élèves et la concertation au sein des équipes éducatives.

2° Par dérogation à l'arrêté royal du 30 décembre 1959 relatif aux congés de maladie et de maternité des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, le remplacement des membres du personnel en congé de maladie est autorisé dès que cette absence compte au moins cinq jours.

3° Chaque année, à partir du 1<sup>er</sup> octobre, il ne sera procédé à aucune réaffectation ou complément de charge d'un membre du personnel qui conduirait à licencier ou à réduire la charge d'un membre du personnel temporaire.

**Art. 14.** Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, la priorité dans les changements d'affectation des membres du personnel directeur, enseignant ou auxiliaire d'éducation, est accordée à ceux qui ont été en service, pendant 10 années au moins, dans une implantation bénéficiaire de l'encadrement différencié de classe 1, 2 ou 3 et/ou dans une implantation bénéficiaire de l'encadrement différencié visée à l'article 39 et/ou dans une implantation bénéficiaire des discriminations positives telles qu'elles étaient déterminées par l'article 4 ainsi que par l'article 64 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives.



Dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, la priorité dans les changements d'affectation des membres du personnel directeur, enseignant ou auxiliaire d'éducation, est accordée à ceux qui ont été en service, pendant 10 années au moins, dans une implantation bénéficiaire de l'encadrement différencié de classe 1, 2 ou 3 et/ou dans une implantation bénéficiaire de l'encadrement différencié visée à l'article 39 et/ou dans une implantation bénéficiaire des discriminations positives telles qu'elles étaient déterminées par l'article 4 ainsi que par l'article 64 du décret du 30 juin 1998 précité.

Dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, la priorité visée à l'article 29<sup>quater</sup>, 2° du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné est accordée aux membres du personnel engagés dans une fonction de recrutement qui ont été en service, pendant dix années au moins, dans une implantation bénéficiaire de l'encadrement différencié de classe 1, 2 ou 3 et/ou dans une implantation bénéficiaire de l'encadrement différencié visée à l'article 39 et/ou dans une implantation bénéficiaire des discriminations positives telles qu'elles étaient déterminées par l'article 4 ainsi que par l'article 64 du décret du 30 juin 1998 précité.

Le délai de 10 années au moins visé au présent article est suspendu lorsqu'un membre du personnel visé aux alinéas précédents bénéficie d'un congé pour exercer provisoirement une autre fonction en vertu de l'article 14 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, auprès d'un centre-relais, conformément au Chapitre V du décret du 12 mai 2004 portant diverses mesures de lutte contre le décrochage scolaire, l'exclusion et la violence à l'école et, notamment, la création du Centre de rescolarisation et de resocialisation de la Communauté française, durant le temps de ce congé.

Le présent article s'applique aux changements d'affectations prévus par le décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française.

**Art. 15.** Dans la limite des possibilités budgétaires, le Gouvernement peut intervenir dans la part des Pouvoirs publics afin de faciliter l'engagement de personnel non enseignant sous contrat de travail dans le cadre d'un programme de transition professionnelle au sein des implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié :

1° Pour des travaux d'embellissement, d'aménagement et de réhabilitation légère de locaux ou des abords, tels des travaux de peinture, de menuiserie.

2° Pour un soutien à l'équipe éducative.

**Art. 16.** Dans des circonstances d'une gravité exceptionnelle dont il est juge, le Gouvernement peut déroger aux obligations de délai, de consultation et de concertation prévues aux articles 7 à 11 et permettre l'engagement, dans l'urgence, des moyens humains et des moyens de fonctionnement complémentaires nécessaires au bon fonctionnement d'une implantation bénéficiaire de l'encadrement différencié.

#### CHAPITRE V. — De l'évaluation continue du dispositif d'encadrement différencié et du contrôle

**Art. 17.** La Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française est chargée d'observer, de suivre et d'évaluer de manière continue le dispositif d'encadrement différencié tel qu'établi par le présent décret.

Dans l'exercice de cette mission, la Commission de pilotage mobilise les moyens logistiques dont elle dispose et procède à toutes les expertises et auditions utiles, dont celles de chefs d'établissement et de membres d'équipes éducatives de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire bénéficiaires de l'encadrement différencié, de pouvoirs organisateurs de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, de membres du Service général de l'Inspection, d'experts universitaires. Elle s'appuie également sur les résultats et constats issus des évaluations externes internationales, des évaluations externes menées dans le cadre du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire et des indicateurs objectifs, notamment les taux de réussite et d'échecs scolaires, de redoublement et de retard scolaire, de changements d'établissement, d'orientation des élèves à l'issue du continuum pédagogique visés à l'article 13 du décret missions, d'orientation des élèves dans l'enseignement spécialisé.

Sur la base de ses observations, la Commission de pilotage rédige tous les trois ans un rapport à l'adresse du Gouvernement, dont le premier est toutefois établi au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur du présent décret. Ce rapport évalue notamment si les objectifs d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité et de promouvoir, dans les implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié, des actions pédagogiques destinées à atteindre les objectifs visés aux articles 6, en particulier le 4° 10, 11, 12, 24 et 34 du décret missions sont atteints et dans quelle mesure. Le rapport contient les propositions qui, le cas échéant, permettraient de mieux atteindre ou de parfaire ceux-ci.

**Art. 18.** Les pouvoirs organisateurs dont une ou plusieurs implantations bénéficient de l'encadrement différencié octroyé par la Communauté française dans le cadre du présent décret doivent, durant toute la période au cours de laquelle ils bénéficient de celui-ci, ne pas réduire les moyens qu'ils accordent sur fonds propres à ces mêmes implantations.

Les Services du Gouvernement assurent l'application et le contrôle du respect du présent décret par les établissements scolaires, les différentes implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié et leurs pouvoirs organisateurs respectifs.

**Art. 19.** Lorsque les Services du Gouvernement disposent d'éléments indiquant qu'un pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française affecte tout ou partie des moyens complémentaires tant humains que de fonctionnement, attribués dans le cadre du présent décret, à d'autres fins ou à d'autres implantations que celles légalement prévues, ou encore qu'il ne se conforme pas à l'article 18, ils entendent le représentant du pouvoir organisateur et transmettent le dossier ainsi constitué au Ministre compétent.

Sur cette base, en cas de faits établis, le Ministre compétent peut mettre en demeure le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française de faire cesser sans délai tout agissement non conforme et de rembourser à la Communauté française le montant des moyens complémentaires, tant humains que de fonctionnement, ainsi affectés non conformément. Dans le même temps, le Gouvernement peut faire diminuer, à hauteur de 50,00 % (cinquante pour cent) et pour chacune des implantations concernées, l'attribution de moyens humains et de moyens de fonctionnement complémentaires dans le cadre de l'encadrement différencié pour l'année scolaire qui suit.

Le cas échéant, en cas de récidive établie ou de refus d'obtempérer, le Gouvernement fait diminuer, à hauteur de 100,00 % (cent pour cent) et pour chacune des implantations concernées, l'attribution de moyens humains et de moyens de fonctionnement complémentaires dans le cadre de l'encadrement différencié pour deux années scolaires au moins.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions modificatives et abrogatoires*

**Art. 20.** Dans la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'article 3, § 3, alinéa 7, 8°, il est ajouté un dernier alinéa libellé comme tel : « Par implantations et discriminations positives, sont visées également les implantations classées conformément à l'article 4, alinéa 4 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité qui, dans l'ordre de ces classements, scolarisent en leur sein 12,5 % des élèves pour l'enseignement fondamental et 13,5 % des élèves pour l'enseignement secondaire ».

2° A l'article 24, § 2, alinéa 2, 2<sup>o</sup>quater, il est ajouté les termes « et respecter les dispositions fixées par le décret du 30 avril 2009 précité » après les termes « discriminations positives ».

**Art. 21.** Dans le décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la jeunesse, la modification suivante est apportée : à l'article 28, § 1<sup>er</sup>, les termes « le président de la Commission des discriminations positives créée par le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, ou son délégué » sont remplacés par les termes « le Fonctionnaire dirigeant de la Direction générale de l'enseignement obligatoire, ou son délégué ».

**Art. 22.** Dans le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'article 4, 8°, les termes « 250, pour un établissement mentionné dans la liste des établissements à aider de manière très prioritaire, fixée par le Gouvernement conformément à l'article 10 du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation dans l'enseignement secondaire » sont remplacés par les termes « 250, pour un établissement dont la ou les implantations d'enseignement secondaire sont bénéficiaires de l'encadrement différencié et appartiennent à la classe 1 tel que déterminée par le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité ».

2° A l'article 20, § 4, les termes « octroyées sur base de l'article 11 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives » sont remplacés par les termes « octroyées sur la base de l'article 10 du décret du 30 avril 2009 précité ».

3° A l'article 21, § 1<sup>er</sup>, les termes « à l'exception des établissements ou implantations bénéficiaires de discriminations positives reconnues comme prioritaires et du complément de périodes-professeurs accordé en vertu de l'article 11 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives » sont remplacés par les termes « à l'exception des implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié de classe 1 et du complément de périodes-professeurs accordé aux implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié de classe 2, 3, 4 et 5 en vertu du décret du 30 avril 2009 précité ».

4° A l'article 21quater, le troisième alinéa est supprimé.

**Art. 23.** Dans le décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'article 3, § 1<sup>er</sup>bis, les termes « sauf la dérogation prévue par l'article 14 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives » sont remplacés par les termes « sauf la dérogation prévue à l'article 13, 2° du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité ».

2° A l'article 29quater, 2°, les termes « dans le respect de l'article 18 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives » sont remplacés par les termes « dans le respect de l'article 14 du décret du 30 avril 2009 précité ».

3° A l'article 34quater, § 3, les termes « le respect par les pouvoirs organisateurs de l'article 18 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives lorsqu'ils affectent les candidats » sont remplacés par les termes « le respect par les pouvoirs organisateurs de l'article 14 du décret du 30 avril 2009 précité lorsqu'ils affectent les candidats ».

4° A l'article 34quater, § 5, alinéas 4, 5 et 6, les termes « contrôle le respect de l'article 18 du décret du 30 juin 1998 précité » sont remplacés par les termes « contrôle le respect de l'article 14 du décret du 30 avril 2009 précité ».

5° A l'article 71quater, 2° b), les termes « de l'article 18 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives » sont remplacés par les termes « de l'article 14 du décret du 30 avril 2009 précité ».

**Art. 24.** Dans le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, les modifications suivantes sont apportées : à l'article 80, § 1<sup>er</sup>, alinéa 13 et à l'article 88, § 1<sup>er</sup>, alinéa 12, les termes « dressé par l'Administration en application de l'article 4, § 2, alinéa 4, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives » sont remplacés par les termes « dressé en application des articles 3 et 4 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité ».

**Art. 25.** Dans le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, la modification suivante est apportée : à l'article 27, alinéa 5, les termes « inscrits dans les établissements ou implantations d'enseignement ordinaire fondamental et secondaire à discrimination positive » sont remplacés par les termes « inscrits dans les implantations d'enseignement fondamental et secondaire bénéficiaires de l'encadrement différencié de classe 1, 2, et 3 telles que déterminées en vertu du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité ».

**Art. 26.** Dans le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, les modifications suivantes sont apportées :

1° Les articles 2, 1° 3, 1° 14° et 15°, le Chapitre 2 et l'article 36, § 2, sont abrogés.

2° A l'article 36, § 1<sup>er</sup>, les termes « Dans le cadre du budget visé à l'article 10, » sont supprimés.

3° A l'article 60, alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « La Commission des discriminations positives visée à l'article 6 évalue annuellement » sont remplacés par les termes « Le Conseil supérieur évalue » et l'alinéa 2 est supprimé.

**Art. 27.** Dans le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'article 34, alinéa 6, les termes « de discriminations positives visée à l'article 4, § 4, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives » sont remplacés par les termes « de l'encadrement différencié définies par le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité. ».

2° A l'article 36, l'alinéa 3 est remplacé par les termes : « Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié de classe 1, 2 et 3 et au complément de capital périodes accordé aux implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié de classe 4 et 5 en vertu du décret du 30 avril 2009 précité. ».

3° A l'article 37, l'alinéa 4 est remplacé par les termes : « Les dispositions des alinéas 1<sup>er</sup> et 2, du présent article ne s'appliquent pas aux implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié de classe 1, 2 et 3 et au complément de capital-périodes accordé aux implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié de classe 4 et 5 en vertu du décret du 30 avril 2009 précité ».

4° A l'article 46, alinéa 6, les termes « de discriminations positives visée à l'article 4, § 4, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives » sont remplacés par les termes « de l'encadrement différencié définies par le décret du 30 avril 2009 précité ».

5° Il est ajouté un article 51*bis* libellé comme suit : « Dans le cadre du décret du 30 avril 2009 précité, la fonction de surveillant éducateur peut être organisée à temps plein ou à temps partiel à raison d'au moins 1 emploi quart-temps dans les implantations d'enseignement maternel, primaire et fondamental bénéficiaires de l'encadrement différencié en vertu du décret du 30 avril 2009 précité. Cette fonction comprend 36 heures de prestation par semaine pour un temps plein ».

6° Il est ajouté un article 51*ter* libellé comme suit : « Dans le cadre du décret du 30 avril 2009 précité, la fonction de puériculteur peut être organisée à temps plein ou à temps partiel à raison d'au moins 1 emploi quart-temps dans les implantations d'enseignement maternel et fondamental bénéficiaires de l'encadrement différencié en vertu du décret du 30 avril 2009 précité. Cette fonction comprend 36 heures de prestation par semaine pour un temps plein et est soumise aux règles statutaires. ».

**Art. 28.** Dans le décret du 7 juin 2001 relatif aux avantages sociaux, la modification suivante est apportée : à l'article 5, § 2, les termes « bénéficiaires de discriminations positives » sont remplacés par les termes « bénéficiaires de l'encadrement différencié ».

**Art. 29.** Dans le décret du 14 juin 2001 visant à l'insertion des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, la modification suivante est apportée : à l'article 5, alinéa 3, les termes « et sur proposition motivée de la Commission des discriminations positives, » sont supprimés.

**Art. 30.** Dans le décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, la modification suivante est apportée : à l'article 21, § 2, alinéa 2, les termes « visée à l'article 4 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale notamment par la mise en œuvre de discriminations positives » sont remplacés par les termes « visée à l'article 3 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité ».

**Art. 31.** Dans le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif, la modification suivante est apportée : à l'article 3, il est ajouté un dernier alinéa rédigé comme suit : « 14. D'observer, de suivre et d'évaluer le dispositif d'encadrement différencié tel qu'établi par le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité. Dans l'exercice de cette mission, la Commission de pilotage mobilise les moyens logistiques dont elle dispose et procède à toutes les expertises et auditions utiles, dont celles de chefs d'établissement et de membres d'équipes éducatives de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire bénéficiaires de l'encadrement différencié, de pouvoirs organisateurs de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, de membres du Service général de l'Inspection, d'experts universitaires. Sur la base de ses observations, la Commission de pilotage rédige tous les trois ans un rapport à l'adresse du Gouvernement, dont le premier est toutefois établi au plus tard le 1<sup>er</sup> juin 2011. Ce rapport évalue notamment si les objectifs d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité et de promouvoir, dans les implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié, des actions pédagogiques destinées à atteindre les objectifs visés aux articles 6, en particulier le 4°, 10, 11, 12, 24 et 34 du décret missions sont atteints et dans quelle mesure. Le rapport contient les propositions qui, le cas échéant, permettraient de mieux atteindre ou de parfaire ceux-ci. ».

**Art. 32.** Dans le décret du 28 avril 2004 relatif à la différenciation du financement des établissements d'enseignement fondamental et secondaire, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'article 11, § 2, alinéa 2, les termes « conformément à l'article 4, § 2, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives » sont remplacés par les termes « conformément aux articles 3 et 4 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité ».

2° A l'article 11, § 2, alinéa 3, les termes « conformément à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, du décret du 30 juin 1998 précité » sont remplacés par les termes « conformément aux articles 3 et 4 du décret du 30 avril 2009 précité ».

**Art. 33.** Dans le décret du 24 mars 2006 relatif à la mise en œuvre, la promotion et le renforcement des collaborations entre la culture et l'enseignement, la modification suivante est apportée : à l'article 6, les termes « aux écoles en discriminations positives au sens du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives » sont remplacés par les termes « aux implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié conformément au décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité ».

**Art. 34.** Dans le décret du 20 juillet 2006 relatif à la concertation des organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des Centres P.M.S. subventionnés, la modification suivante est apportée : à l'article 4, *k*), il est ajouté les termes « et la politique d'encadrement différencié » après les termes « La politique de discrimination positive ».

**Art. 35.** Dans le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, les modifications suivantes sont apportées : à l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup> et alinéa 4, les termes « les discriminations positives » sont remplacés par les termes « l'encadrement différencié ».

**Art. 36.** Dans le décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'article 6, § 1<sup>er</sup>, 2°, *g*), les termes « de discriminations positives visés aux articles 8, 9, 10, 11 et 12 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives » sont remplacés par les termes « d'encadrement différencié visés dans le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité ».

2° A l'article 9, § 1<sup>er</sup>, 2°, *f*), les termes « de discriminations positives visés aux articles 8, 9, 10, 11 et 12 du décret du 30 juin 1998 précité » sont remplacés par les termes « d'encadrement différencié visés dans le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité ».

3° A l'article 50, § 1<sup>er</sup>, 2°, alinéas 3, 4 et 5, il est ajouté les termes « l'encadrement différencié et » avant les termes « les discriminations positives ».

**Art. 37.** Dans le décret du 26 avril 2007 garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant, la modification suivante est apportée : à l'article 3, 1°, *f*), les termes « et aux établissements en discrimination positive » sont remplacés par les termes « et aux implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié de classe 1, 2 ou 3 conformément au décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité ».

**Art. 38.** Dans le décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'article 6, § 2, les termes, « d'être admise aux subventions prévues dans le cadre de l'application de l'article 4, § 4, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives » sont remplacés par les termes « d'être bénéficiaire de l'encadrement différencié de classe 1, 2 ou 3 conformément au décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité ».

2° A l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les termes « de discriminations positives en vertu du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives » sont remplacés par les termes « de l'encadrement différencié de classe 1, 2 ou 3 conformément au décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité ».

**Art. 39.** Dans le décret du 19 février 2009 organisant le renforcement différencié du cadre du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux, la modification suivante est apportée : à l'article 2, 10°, les termes « tel qu'établi conformément à l'article 4, §§ 1<sup>er</sup> et 2 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives » sont remplacés par les termes : « tel qu'établi conformément aux articles 3 et 4 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité ».

**Art. 40.** Sont abrogés à la date où sont adoptés les arrêtés visés à l'article 4 du présent décret :

1° L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 2005 approuvant le choix des variables et la formule de calcul de l'indice socio-économique de chaque secteur statistique en application de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives.

2° L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 septembre 2005 établissant, dans l'enseignement secondaire, la liste des établissements ou implantations bénéficiaires de discriminations positives et des établissements ou implantations prioritaires, en application de l'article 4, § 4, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives.

3° L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 septembre 2005 établissant, dans l'enseignement fondamental, la liste des implantations bénéficiaires de discriminations positives, en application de l'article 4, § 4, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires*

**Art. 41.** Aussi longtemps que n'ont pas été adoptés les arrêtés visés à l'article 4 du présent décret, sont considérés comme bénéficiaires de l'encadrement différencié :

1° Dans l'enseignement fondamental ordinaire, les implantations d'enseignement fondamental, primaire et maternel, déterminées en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 septembre 2005 établissant, dans l'enseignement fondamental, la liste des implantations bénéficiaires de discriminations positives, en application de l'article 4, § 4, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives. Dans ce cadre, ces implantations sont réputées appartenir toutes à la fois aux classes 1, 2 et 3 de l'encadrement différencié.

2° Dans l'enseignement secondaire ordinaire, les établissements et implantations déterminés en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 septembre 2005 établissant, dans l'enseignement secondaire, la liste des établissements ou implantations bénéficiaires de discriminations positives et des établissements ou implantations prioritaires, en application de l'article 4, § 4, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives. Dans ce cadre, les établissements ou implantations prioritaires sont tous réputés appartenir à la classe 1 de l'encadrement différencié alors que les autres sont réputés appartenir tous à la fois aux classes 2 et 3.

**Art. 42.** § 1<sup>er</sup>. Dans l'enseignement fondamental, pour l'année scolaire 2009-2010, des périodes et des crédits supplémentaires sont octroyés complémentirement et exclusivement aux implantations déterminées en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 septembre 2005 établissant, dans l'enseignement fondamental, la liste des implantations bénéficiaires de discriminations positives, en application de l'article 4, § 4, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives.

Pour l'année scolaire 2009-2010, les implantations visées à l'alinéa précédent se voient attribuer les mêmes moyens humains et moyens de fonctionnement complémentaires que ceux attribués dans le cadre des discriminations positives pour l'année scolaire 2008-2009, assortis de la majoration visée au présent article.

Cette majoration et l'ensemble des moyens humains et moyens de fonctionnement complémentaires doivent s'inscrire dans la prolongation et l'amplification du projet d'action de discriminations positives en cours dans l'implantation sur la base du décret du 30 juin 1998 précité. Le cas échéant, ils peuvent également s'inscrire dans la prévision et la mise en œuvre progressive d'un futur Projet général d'action d'encadrement différencié (PGAED) au sein de l'implantation.

§ 2. 4 293 périodes supplémentaires sont affectées directement par les Services du Gouvernement aux implantations visées au § 1<sup>er</sup> sous forme de capital-périodes pour l'obtention des moyens humains visés à l'article 8, § 3, du décret du 30 juin 1998 précité.

La part de chaque implantation est obtenue en multipliant les périodes visées à l'alinéa précédent par une fraction dont le numérateur est le nombre d'élèves régulièrement inscrits le 15 janvier dans l'implantation pour laquelle la part est calculée et dont le dénominateur est le nombre d'élèves régulièrement inscrits au 15 janvier dans l'ensemble des implantations visées au § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Des crédits supplémentaires pour un montant de un million cinq cent mille euros (1.500.000 EUR) sont affectés directement par les Services du Gouvernement aux implantations visées au § 1<sup>er</sup> sous forme de moyens de fonctionnement visés à l'article 8, § 3, du décret du 30 juin 1998 précité.

La part de chaque implantation est obtenue en multipliant les moyens de fonctionnement visés à l'alinéa précédent par une fraction dont le numérateur est le nombre d'élèves régulièrement inscrits le 15 janvier dans l'implantation pour laquelle la part est calculée et dont le dénominateur est le nombre d'élèves régulièrement inscrits au 15 janvier dans l'ensemble des implantations visées au § 1<sup>er</sup>.

§ 4. Avant le 30 juin 2009, les Services du Gouvernement informent les chefs d'établissement concernés pour l'enseignement organisé par la Communauté française ainsi que les pouvoirs organisateurs concernés pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, chacun pour ce qui le concerne, de la répartition de la majoration visée au présent article.

**Art. 43.** § 1<sup>er</sup>. Dans l'enseignement secondaire, pour l'année scolaire 2009-2010, des périodes et des crédits supplémentaires sont octroyés complémentirement et exclusivement aux implantations déterminées en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 septembre 2005 établissant, dans l'enseignement secondaire, la liste des établissements ou des implantations bénéficiaires de discriminations positives, en application de l'article 4, § 4, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives.

Pour l'année scolaire 2009-2010, les implantations visées à l'alinéa précédent se voient attribuer les mêmes moyens humains et moyens de fonctionnement complémentaires que ceux attribués dans le cadre des discriminations positives pour l'année scolaire 2008-2009, assortis de la majoration visée au présent article.

Cette majoration et l'ensemble des moyens humains et moyens de fonctionnement complémentaires doivent s'inscrire dans la prolongation et l'amplification du projet d'action de discriminations positives en cours dans l'implantation sur la base du décret du 30 juin 1998 précité. Le cas échéant, ils peuvent également s'inscrire dans la prévision et la mise en œuvre progressive d'un futur Projet général d'action d'encadrement différencié (PGAED) au sein de l'implantation.

§ 2. 3 668 périodes supplémentaires sont affectées directement par les Services du Gouvernement aux implantations visées au § 1<sup>er</sup> sous forme de périodes-professeurs pour l'obtention des moyens humains visés à l'article 11 du décret du 30 juin 1998 précité.

La part de chaque implantation est obtenue en multipliant les périodes visées à l'alinéa précédent par une fraction dont le numérateur est le nombre d'élèves régulièrement inscrits le 15 janvier dans l'implantation pour laquelle la part est calculée et dont le dénominateur est le nombre d'élèves régulièrement inscrits au 15 janvier dans l'ensemble des implantations visées au § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Des crédits supplémentaires pour un montant de un million cinq cent mille euros (1.500.000 EUR) sont affectés directement par les Services du Gouvernement aux implantations visées au § 1<sup>er</sup> sous forme de moyens de fonctionnement visés à l'article 12 du décret du 30 juin 1998 précité.

La part de chaque implantation est obtenue en multipliant les moyens de fonctionnement visés à l'alinéa précédent par une fraction dont le numérateur est le nombre d'élèves régulièrement inscrits le 15 janvier dans l'implantation pour laquelle la part est calculée et dont le dénominateur est le nombre d'élèves régulièrement inscrits au 15 janvier dans l'ensemble des implantations visées au § 1<sup>er</sup>.

§ 4. Avant le 30 juin 2009, les Services du Gouvernement informent les chefs d'établissement concernés pour l'enseignement organisé par la Communauté française ainsi que les pouvoirs organisateurs concernés pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, chacun pour ce qui le concerne, de la répartition de la majoration visée au présent article.

**Art. 44.** Dans l'enseignement fondamental et dans l'enseignement secondaire, s'il s'avère que des implantations visées dans les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 30 septembre 2005 précités ne sont pas visées, lors de leur adoption, par les arrêtés visés à l'article 4 du présent décret, celles-ci sont réputées sortantes et, pour l'année scolaire 2010-2011, bénéficient de 50,00 % (cinquante pour cent) des périodes et des moyens de fonctionnement qui leur ont été accordés l'année scolaire précédente et, pour l'année scolaire 2011-2012, de 25,00 % (vingt-cinq pour cent) des périodes et des moyens de fonctionnement qui leur ont été accordés deux ans auparavant. La part de chaque implantation sortante est arrondie à l'unité inférieure et ne peut être inférieure à moins de 6 périodes.

Dans l'enseignement fondamental et dans l'enseignement secondaire, s'il s'avère que des implantations visées dans les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 30 septembre 2005 précités sont également visées, lors de leur adoption, par les arrêtés visés à l'article 4 du présent décret et appartiennent aux classes 1 à 3, mais ne bénéficieraient pas, par ce biais, d'au moins autant de périodes et de moyens de fonctionnement complémentaires que ceux accordés pour l'année scolaire 2008-2009 par le biais des discriminations positives, ces implantations voient, pour les années scolaires 2010-2011 et 2011-2012, leurs périodes et moyens de fonctionnement complémentaires être portés au même niveau que ceux octroyés pour l'année scolaire 2008-2009.

Le deuxième alinéa du présent article ne s'applique pas ou plus aux implantations y visées qui, entre le 15 janvier 2009 et le 15 janvier 2010 ou entre le 15 janvier 2009 et le 15 janvier 2011, connaissent une variation à la baisse de leur population scolaire de l'ordre de plus de 10 %.

#### CHAPITRE VIII. — Entrée en vigueur

**Art. 45.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2009.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,

C. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,

M. TARABELLA

—  
Note

(1) *Session 2008-2009.*

*Documents du Parlement.* — Projet de décret, n° 698-1. — Rapport, n° 698-2.

*Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 28 avril 2009.

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 2411

[C - 2009/29351]

**30 APRIL 2009. — Decreet houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Dit decreet is van toepassing op het gewoon kleuter-, lager en secundair onderwijs met volledig leerplan, alsook op de psycho-medisch-sociale centra.

**Art. 2.** Dit decreet heeft ten doel een gedifferentieerde omkadering te organiseren binnen de schoolinrichtingen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap die behoren tot de onderwijsniveaus bedoeld in artikel 1 zodat elke leerling gelijke kansen op sociale emancipatie kan hebben in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving.

In dit kader beoogt dit decreet de differentiatie van de omkadering en de financiering in sommige vestigingen voor het gewoon kleuter-, lager, basis- en secundair onderwijs met volledig leerplan, die georganiseerd of gesubsidieerd worden door de Franse Gemeenschap, hierna « de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten ».

De differentiatie bedoeld in het vorige lid bestaat in een objectieve en evenredige toewijzing van menselijke middelen en bijkomende en significante financiële middelen op basis van objectieve en uniforme socio-economische criteria met het oog op de bevordering van bijkomende pedagogische acties om de doelstelling meer doeltreffend en meer rechtvaardig te bereiken, zoals bedoeld in de artikelen 6, in het bijzonder 4°, 10, 11, 12, 24 en 34 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, hierna « het opdrachtdcreet » genoemd.

Worden aangemoedigd de synergie met de plaatselijke en gewestelijke verenigingen die in de wijken te werk gaan, alsook de partnerschappen tussen de verschillende vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten. In dit kader kunnen de menselijke middelen en de bijkomende financiële middelen samengebracht worden en gemeen gebruikt worden door verschillende belanghebbende vestigingen.

Onder bijkomende pedagogische acties, zoals bedoeld in dit decreet, wordt inzonderheid verstaan de initiatieven met het oog op :

- 1° de versterking van de beheersing van de basisleerprocessen, en van de Franse taal in het bijzonder, door alle leerlingen;
- 2° de strijd tegen het mislukken, het blijven zitten en de leerachterstand;
- 3° de bevordering van de snelle opsporing van moeilijkheden op scholen, de organisatie van de onmiddellijke remediëring en de uitvoering van gedifferentieerde pedagogie;
- 4° het voorkomen van het afhaken op school en daarbij, de mogelijke verschijnsels van onbeleefdheid en geweld.

Onder de bijkomende pedagogische actie wordt een bijzondere aandacht besteed aan de aanpassing van de Franse taal voor de leerlingen die ze niet voldoende beheersen zodat ze zich met succes kunnen aanpassen aan de activiteiten in de klas waarvoor ze ingeschreven zijn.

*HOOFDSTUK II. — De bepaling van de vestigingsplaatsen voor het basisonderwijs en het secundair onderwijs die de gedifferentieerde omkadering genieten.*

**Art. 3.** Om de vijf jaar, vóór 30 november, en voor de eerste keer ten laatste vóór 30 november 2009, toont een interuniversitaire studie voor de Franse Gemeenschap het socio-economisch indexcijfer aan van elke statistische sector, dit wil zeggen van elke kleinste territoriale subdivisie bepaald door de Algemene Directie Statistiek en Economische informatie van de Federale Overheidsdienst Economie, Kleine en Middelgrote Ondernemingen, Middenstand en Energie, door bemiddeling van een berekeningsformule door rekening te houden met de laatste statistische gegevens die beschikbaar zijn voor de volgende criteria :

- 1° inkomsten per inwoner;
- 2° niveau van diploma's;
- 3° werkloosheidsgraad, activiteitsgraad en het aantal personen die in aanmerking komen voor het gewaarborgd gemiddeld maandelijks minimum inkomen;
- 4° beroepsactiviteiten;
- 5° comfort van huisvestingen.

Elk criterium wordt bepaald in functie van één of meer variabelen.

Het socio-economische indexcijfer van elke statistische sector wordt uitgedrukt met een ongelijksoortig indexcijfer waarvan de lage waarde een minder begunstigd socio-economisch niveau aantoont. De berekeningsformule van dit indexcijfer moet goedgekeurd worden door de Regering van de Franse Gemeenschap, hierna "de Regering" genoemd, en toont de variabelen aan die elk criterium bepalen, alsook het respectievelijke gedeelte van elke onder hen in het kader van de berekeningsformule.

In voorkomend geval, om de socio-economische typologie van de verschillende statistische sectoren te vervolmaken of om één of meer criteria te vervangen waarvoor de statistische gegevens onbeschikbaar, onvolledig of verouderd zouden zijn, kan de studie bedoeld in het eerste lid voorstellen om andere criteria te laten voorkomen in de formule die bepaald worden in functie van één of meer variabelen die door de Regering ook goedgekeurd moeten worden.

**Art. 4.** Om de vijf jaar, vóór 31 januari, en voor de eerste keer ten laatste vóór 31 januari 2010, op basis van de laatste gegevens beschikbaar op 15 januari betreffende de inschrijvingen van leerlingen en bij hun verblijfplaats, wordt aan elke leerling, door de Diensten van de Regering, het meest recente socio-economische indexcijfer toegekend van de statistische sector van zijn verblijfplaats en wordt het gemiddelde van de indexcijfers toegekend aan de hierin ingeschreven leerlingen berekend voor elke vestiging voor het gewoon kleuter-, lager, basis- en secundair onderwijs met volledig leerplan, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Voor de minderjarige leerlingen die onwettelijk op het grondgebied verblijven zoals bedoeld in artikel 40 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, en voor de leerlingen die als nieuwkomers worden beschouwd krachtens het decreet van 14 juni 2001 betreffende de integratie van nieuwkomers in het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap is ingericht of gesubsidieerd, wordt als socio-economisch indexcijfer het aritmetische gemiddelde toegekend van de indexcijfers van de 50 laagste statistische sectoren onder deze bedoeld in artikel 3, eerste lid.

Voor de leerlingen van wie de gegevens niet beschikbaar zijn, kennen de Diensten van de Regering als socio-economisch indexcijfer het gemiddelde toe van de indexcijfers van de bezochte vestiging.

In functie van het gemiddelde van de indexcijfers bedoeld in het eerste lid, bepalen de Diensten van de Regering, enerzijds, de rangschikking van de vestigingen van het basisonderwijs en, anderzijds, die van de vestigingen van het secundair onderwijs. In beide gevallen worden de vestigingen op een toenemende manier gerangschikt, om te beginnen met de vestiging die het laagste gemiddelde socio-economische indexcijfer bekomt en om te eindigen met de vestiging die het hoogste gemiddelde socio-economische indexcijfer vertoont.

De vestigingen zoals gerangschikt overeenkomstig het vorige lid worden verdeeld in functie van hun gecumuleerde schoolbevolking in twintig klassen met elke onder hen 5,00 % (vijf procent) van de bevolking van het basisonderwijs, enerzijds, het secundair onderwijs met volledig leerplan, anderzijds. Deze klassen worden genummerd van 1 tot 20, van deze met het laagste gemiddelde socio-economische indexcijfer tot deze met het hoogste gemiddelde socio-economische indexcijfer.

Indien, als gevolg van de gecumuleerde berekening van de schoolbevolking per schijf van 5,00 % (vijf procent), de hogere beperking van een klasse zoals bedoeld in het vorige lid slechts overeenstemt met een gedeelte van de schoolbevolking van eenzelfde vestiging, wordt de schoolbevolking van deze laatste vestiging beschouwd als verdeeld te worden tussen beide klassen om te beginnen met de aanvulling van de klasse waarvan de coëfficiënt de meest voordelige is. In voorkomend geval, voor de toepassing van de hoofdstukken IV en VI van dit decreet, worden de vestigingen bedoeld in dit lid geacht behorend te zijn tot de meest voordelige klasse.

Op deze basis zijn de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten voor ten minste vijf jaar (vijfjarencyclus) deze die volledig of gedeeltelijk behoren tot de klassen genummerd van 1 tot 5, ofwel deze die, in de rangschikkingorde bedoeld in dit artikel, de minst voordelige zijn en waarvan de som van de aantallen leerlingen die er ingeschreven zijn gelijk is aan 25,00 % (vijfentwintig procent), respectievelijk voor het basisonderwijs en voor het secundair onderwijs met volledig leerplan in de Franse Gemeenschap. A contrario worden de andere vestigingen die volledig of gedeeltelijk behoren tot de klassen genummerd van 6 tot 20, geacht de gedifferentieerde omkadering niet te genieten.

De lijsten van de vestigingen van het basisonderwijs en het secundair onderwijs die de gedifferentieerde omkadering genieten, alsook de klasse waartoe ze behoren, worden om de vijf jaar door de Regering goedgekeurd, vóór 28 februari, en voor de eerst keer ten laatste voor 28 februari 2010.

**Art. 5.** De vermeldingen van de termijn bedoeld in de artikelen 3, 4, 6 en 7 verwijzen naar het schooljaar dat voorafgaat aan dat gedurende hetwelk de menselijke middelen en de bijkomende werkingsmiddelen toegewezen worden voor het eerste van de vijf jaren aan de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten, zoals bedoeld in artikel 4.

### HOOFDSTUK III. — *De bijkomende middelen toegewezen aan de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten en de bestemming ervan*

**Art. 6. § 1.** In het basisonderwijs, vanaf het schooljaar 2010-2011, worden de bijkomende lestijden en kredieten aanvullend en uitsluitend toegekend aan de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten, zoals bedoeld in artikel 4.

In geen enkel geval mogen deze bijkomende lestijden en kredieten toegekend worden aan vestigingen die de gedifferentieerde omkadering niet genieten, noch om andere doeleinden dan deze bedoeld in dit decreet.

§ 2. 18 381 bijkomende lestijden worden rechtstreeks toegewezen door de Diensten van de Regering aan de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten en aan de uittreedende vestigingen in de vorm van kapitaal-lestijd voor het bekomen van de menselijke middelen bedoeld in artikel 9, § 1.

In een eerste stadium worden lestijden toegekend aan de uittreedende vestigingen, ofwel deze die, na volledig of gedeeltelijk opgenomen te zijn geweest in de klassen 1 tot 5 bedoeld in artikel 4, en tijdens ten minste vijf jaar over middelen te hebben beschikt van de gedifferentieerde omkadering, niet meer opgenomen werden op de lijst bedoeld in artikel 4, laatste lid, ten gevolge van de laatste rangschikking in dit kader. Het eerste schooljaar waarin de vestiging uittreedend is, geniet 50,00 % (vijftig procent) van de lestijden die hem het vorige schooljaar werden toegekend. Het volgende schooljaar geniet 25,00 % (vijfentwintig procent) van de lestijden die hem twee jaar voordien werden toegekend. Het gedeelte van elke uittreedende vestiging wordt op een eenheid naar beneden afgerond en mag niet lager zijn dan 6 lestijden.

Na van het geheel van de lestijden bedoeld in het eerste lid, de lestijden bedoeld in het tweede lid en, in voorkomend geval, de lestijden bedoeld in artikel 44 te hebben afgetrokken, wijzen de Diensten van de Regering de overblijvende lestijden toe.

Het gedeelte van de gedifferentieerde omkadering, dat verschuldigd geacht wordt voor een vestiging voor elke leerling van een bepaalde klas, is het resultaat van een fractie waarvan de teller het product is van de overblijvende lestijden bedoeld in het derde lid door de coëfficiënt van de klasse die eigen is aan de betrokken leerling en waarvan de noemer het aantal is van de leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn in het geheel van de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering op 15 januari genieten. Het gedeelte van elke vestiging die de gedifferentieerde omkadering geniet, wordt op een eenheid naar beneden afgerond.

De coëfficiënt van de klasse bedoeld in het vorige lid hangt van de klasse af waartoe de vestiging volledig of gedeeltelijk behoort overeenkomstig artikel 4, vierde tot achtste lid. Hij is gelijk aan :

- 1° 1,50 voor de vestigingen die behoren tot klasse 1;
- 2° 1,25 voor de vestigingen die behoren tot klasse 2;
- 3° 1,00 voor de vestigingen die behoren tot klasse 3;
- 4° 0,75 voor de vestigingen die behoren tot klasse 4;
- 5° 0,50 voor de vestigingen die behoren tot klasse 5.

Elke vestiging bedoeld in het tweede en vierde lid, krijgt ten minste 6 lestijden.

§ 3. De bijkomende kredieten voor een jaarlijks bedrag van acht miljoen tweënnegentigduizend euro (8.092.000 EUR), worden rechtstreeks toegewezen door de Diensten van de Regering aan de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten en aan de uittreedende vestigingen in de vorm van werkingsmiddelen bedoeld in artikel 9, § 2. Vanaf het begrotingsjaar 2011 wordt het bedrag van deze kredieten elk kalenderjaar geïndexeerd in functie van de evolutie van het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen op 1 januari.

In een eerste stadium worden werkingsmiddelen toegekend aan de uittreedende vestigingen. Het eerste schooljaar waarin de vestiging uittreedend is, geniet 50,00 % (vijftig procent) van de werkingsmiddelen die hem het vorige schooljaar werden toegekend. Het volgende schooljaar geniet ze 25,00 % (vijfentwintig procent) van de werkingsmiddelen die haar twee jaar voordien werden toegekend.

Na van het geheel van de werkingsmiddelen bedoeld in het eerste lid de bedragen bedoeld in het tweede lid te hebben afgetrokken, wijzen de Diensten van de Regering de overblijvende werkingsmiddelen toe.

Het gedeelte van de bijkomende werkingsmiddelen die verschuldigd worden geacht voor zijn vestiging voor elke leerling van een bepaalde klas is het resultaat van een fractie waarvan de teller het product is van de overblijvende werkingsmiddelen bedoeld in het derde lid door de coëfficiënt van de klasse die eigen is aan de betrokken leerling en waarvan de noemer het aantal leerlingen is die regelmatig ingeschreven zijn in het geheel van de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten op 15 januari. Het gedeelte van elke vestiging die de gedifferentieerde omkadering geniet, wordt naar de lagere eenheid afgerond.

De coëfficiënt van de klasse bedoeld in het vorige lid is gelijk aan dezelfde waarden als deze bedoeld in § 2, vijfde lid.



§ 4. Om de vijf jaar, vóór 15 april van elk jaar, en voor de eerste keer ten laatste vóór 15 april 2010, lichten de Diensten van de Regering de betrokken inrichtingshoofden in voor het basisonderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, alsook de betrokken inrichtende machten voor het basisonderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, elk wat ze betreft, over de verdeling van de menselijke middelen en de werkingsmiddelen toegewezen aan de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten, zoals bepaald overeenkomstig de §§ 2 en 3. Deze menselijke en werkingsmiddelen worden elk jaar tijdens vijf opeenvolgende jaren toegekend, behalve de mogelijke gevallen bedoeld in artikel 19.

**Art. 7.** § 1. In het secundair onderwijs, vanaf het schooljaar 2010-2011, worden de bijkomende lestijden en kredieten aanvullend en uitsluitend toegekend aan de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten, zoals bedoeld in artikel 4.

In geen enkel geval mogen deze bijkomende lestijden en kredieten toegekend worden aan de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering niet genieten of om andere doeleinden dan deze bedoeld in dit decreet.

§ 2. 14 058 bijkomende lestijden worden rechtstreeks toegewezen door de Diensten van de Regering aan de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten en aan de uittredende vestigingen in de vorm van lestijd-leraar (NTPP) voor het bekomen van de menselijke middelen bedoeld in artikel 10, § 1.

Ten eerste worden de lestijden toegekend aan de uittredende vestigingen, ofwel deze die, na volledig of gedeeltelijk opgenomen te zijn geweest in de klassen 1 tot 5 bedoeld in artikel 4, en die tijdens ten minste vijf jaar over middelen hebben beschikt van de gedifferentieerde omkadering, niet opgenomen op de lijst bedoeld in artikel 4, laatste lid, ten gevolge van de laatste rangschikking in dit kader. Het eerste schooljaar waarin de vestiging uittredend is, geniet ze 50,00 % (vijftig procent) van de lestijden die haar het vorige schooljaar werden toegekend. Het volgende schooljaar geniet ze 25,00 % (vijfentwintig procent) van de lestijden die haar twee jaar voordien werden toegekend. Het gedeelte van elke uittredende vestiging wordt op een eenheid naar beneden afgerond en mag niet lager zijn dan 12 lestijden.

Na van het geheel van de lestijden bedoeld in het eerste lid, de lestijden bedoeld in het tweede lid te hebben afgetrokken, wijzen de Diensten van de Regering de overblijvende lestijden toe.

Het gedeelte van de gedifferentieerde omkadering dat verschuldigd geacht wordt voor zijn vestiging voor elke leerling van een bepaalde klas, is het resultaat van een fractie waarvan de teller het product is van de overblijvende lestijden bedoeld in het derde lid door de coëfficiënt van de klasse die eigen is aan de betrokken leerling en waarvan de noemer het aantal is van de leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn in het geheel van de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering op 15 januari genieten. Het gedeelte van elke vestiging die de gedifferentieerde omkadering geniet, wordt op een eenheid naar beneden afgerond.

De coëfficiënt van de klasse bedoeld in het vorige lid hangt van de klasse af waartoe de vestiging volledig of gedeeltelijk behoort overeenkomstig artikel 4, vierde tot achtste lid. Dit betekent :

- 1° 1,50 voor de vestigingen die behoren tot klasse 1;
- 2° 1,25 voor de vestigingen die behoren tot klasse 2;
- 3° 1,00 voor de vestigingen die behoren tot klasse 3;
- 4° 0,75 voor de vestigingen die behoren tot klasse 4;
- 5° 0,50 voor de vestigingen die behoren tot klasse 5.

Elke vestiging bedoeld in het tweede en vierde lid, krijgt ten minste 12 lestijden.

§ 3. De bijkomende kredieten voor een jaarlijks bedrag van vijf miljoen achthonderdvierendertigduizend euro (5.834.000 EUR), worden rechtstreeks toegewezen door de Diensten van de Regering aan de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten en aan de uittredende vestigingen in de vorm van werkingsmiddelen bedoeld in artikel 10, § 2. Vanaf het begrotingsjaar 2011 wordt het bedrag van deze kredieten elk kalenderjaar geïndexeerd in functie van de evolutie van het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen op 1 januari.

In een eerste stadium worden werkingsmiddelen toegekend aan de uittredende vestigingen. Het eerste schooljaar waarin de vestiging uittredend is, geniet ze 50,00 % (vijftig procent) van de werkingsmiddelen die haar het vorige schooljaar werden toegekend. Het volgende schooljaar geniet ze 25,00 % (vijfentwintig procent) van de werkingsmiddelen die haar twee jaar voordien werden toegekend.

Na van het geheel van de werkingsmiddelen bedoeld in het eerste lid, de bedragen bedoeld in het tweede lid te hebben afgetrokken, wijzen de Diensten van de Regering de overblijvende werkingsmiddelen toe.

Het gedeelte van de bijkomende werkingsmiddelen die verschuldigd worden geacht voor een vestiging voor elke leerling van een bepaalde klas is het resultaat van een fractie waarvan de teller het product is van de overblijvende werkingsmiddelen bedoeld in het derde lid door de coëfficiënt van de klasse die eigen is aan de betrokken leerling en waarvan de noemer het aantal leerlingen is die regelmatig ingeschreven zijn in het geheel van de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten op 15 januari. Het gedeelte van elke vestiging die de gedifferentieerde omkadering geniet, wordt op een eenheid naar beneden afgerond.

De coëfficiënt van de klasse bedoeld in het vorige lid is gelijk aan dezelfde waarden als deze bedoeld in § 2, vijfde lid.

§ 4. Om de vijf jaar, vóór 15 april van elk jaar, en voor de eerste keer ten laatste vóór 15 april 2010, lichten de Diensten van de Regering de betrokken inrichtingshoofden in voor het secundair onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, alsook de betrokken inrichtende machten voor het secundair onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, elk wat ze betreft, over de verdelingen van de menselijke middelen en de werkingsmiddelen toegewezen aan de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten zoals bepaald overeenkomstig de §§ 2 en 3. Deze menselijke en werkingsmiddelen worden elk jaar tijdens vijf opeenvolgende jaren toegekend, behalve de mogelijke gevallen bedoeld in artikel 19.

**Art. 8.** § 1. In het basisonderwijs en het secundair onderwijs, tijdens het schooljaar dat voorafgaat aan dat tijdens hetwelk de bijkomende menselijke en werkingsmiddelen toegewezen worden voor de eerste van de vijf jaren aan de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten, vóór 30 juni en, voor de eerste keer ten laatste vóór 30 juni 2010, wordt een Algemeen Actieproject voor de gedifferentieerde omkadering uitgewerkt, voor elke betrokken vestiging, door het inrichtingshoofd in overleg met het geheel van de opvoedingsteam van de vestiging in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en door de inrichtende macht in overleg met het geheel van het opvoedingsteam van de vestiging in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, volgens het model vastgesteld door de Regering. In het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap kan het Algemeen Actieproject voor de gedifferentieerde omkadering ook goedgekeurd worden door de Regering op haar aanvraag en, in voorkomend geval, gewijzigd worden.

Onder "opvoedingsteam", zoals bedoeld in dit decreet, wordt verstaan het geheel van de personeelsleden die alles of een gedeelte van hun ambt uitoefenen in eenzelfde vestiging, met uitzondering van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel.

Het "PGAED" wordt afgesloten na de respectievelijke adviezen te hebben ingewonnen van de Participatieraad bedoeld in artikel 69 van het opdrachtendecreet en van het basisoverlegcomité in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of van de plaatselijke paritaire commissie in het officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of van de betrokken instantie in het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Het advies van het Basisoverlegcomité in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of van de plaatselijke paritaire commissie in het officieel onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of van de betrokken instantie in het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap bedoeld in het vorige lid, wordt ingewonnen overeenkomstig, elke wat ze betreft, de bepalingen :

1° van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

2° van de artikelen 85 tot 96 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs;

3° betreffende de ondernemingsraden of, bij gebreke hieraan, het Comité voor de bescherming op het werk, of bij gebreke hieraan, in de plaatselijke overleginstanties, of bij gebreke hieraan bij de vakbondsdelegaties.

Het "PGAED" bepaalt voor een periode van vijf jaar de nagestreven doelstellingen en het geheel van de concrete acties, inzonderheid de bijkomende pedagogische acties bedoeld in artikel 2, en overwogen over een periode van vijf jaar in het kader van de gedifferentieerde omkadering.

De nagestreven doelstellingen en het geheel van de concrete acties moeten dus gelijkgesteld worden en het volgende in aanmerking nemen :

1° de verbintenis van alle vestiging, van haar pedagogische team en van alle haar leerlingen, tot de pedagogie van het slagen en de strijd tegen het mislukken, het blijven zitten en de leerachterstand;

2° de specifieke behoeften van het terrein en de context van de betrokken vestiging, inzonderheid haar omgeving en het werk gevoerd in samenwerking met het psycho-medisch-sociaal centrum. In dit kader kunnen ze de creatie van synergie bevorderen met de lokale en gewestelijke verenigingen die in de wijken te werk gaan, inzonderheid op de pedagogische, opvoedings-, culturele en sportgebieden.

3° Het project van inrichting bedoeld in de artikelen 67 en 68 van het opdrachtendecreet;

4° De vaststellingen afkomstig uit de interne en externe evaluaties, die al dan niet bekrachtigd worden, en die gevoerd worden binnen de vestiging inzonderheid in het kader van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van de leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs;

5° de objectieve indicatoren, inzonderheid de percentages inzake het slagen en het mislukken op school met inbegrip van deze die verkregen worden bij de evaluaties bedoeld in 4°, het blijven zitten en de leerachterstand, de verandering van inrichting, van studierichting van de leerlingen na het pedagogische continuüm bedoeld in artikel 13 van het opdrachtendecreet, studierichting van leerlingen in het gespecialiseerd onderwijs.

6° De evaluaties, controles en verslagen geproduceerd door de Algemene Inspectiedienst in het kader van deze opdrachten zoals bedoeld in het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, inzonderheid de artikelen 6 en 7.

Om de nagestreven doelstellingen te bereiken en het geheel van de concrete acties te voeren, wijst het « PGAED » de verdeelde toewijzing aan in het kader van de artikelen 9 en 10 die plaats zal vinden dankzij de menselijke middelen en de werkmiddelen die aanvullend worden toegekend in het kader van dit decreet.

In voorkomend geval kan het « PGAED » ontwikkeld worden in partnerschap met verschillende opvoedingsteams voor de vestigingen voor het basisonderwijs of het secundair onderwijs die kunnen afhangen van onderscheiden inrichtende machten en/of behoren tot het basis- of het secundair onderwijs. In dit kader komt elke partnervestiging tegemoet in de uitgesplitste toewijzing bedoeld in het vorige lid.

In voorkomend geval kan het « PGAED » elk jaar gewijzigd worden.

Het « PGAED » wordt ter beschikking gesteld van de Diensten van de Regering die, elk wat hem betreft en onverminderd de vrijheid van de pedagogische methodes, kunnen zorgen voor zijn overeenstemming met dit decreet en de uitvoering ervan.

§ 2. In het basisonderwijs en het secundair onderwijs, elk jaar gedurende de vijf schooljaren waarin bijkomende menselijke en werkmiddelen toegewezen worden aan de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten, voor 30 juni, en voor de eerste keer ten laatste voor 30 juni 2011, wordt een opvolgingsverslag van het PGAED bedoeld in § 1 uitgewerkt door het inrichtingshoofd in overleg met het geheel van het opvoedingsteam van de vestiging in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en door de inrichtende macht in overleg met het geheel van het opvoedingsteam van de vestiging in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, volgens een model vastgesteld door de Regering. In het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap kan het opvolgingsverslag van het « PGAED » ook goedgekeurd worden door de Regering op haar aanvraag en, in voorkomend geval, gewijzigd worden.

Het opvolgingsverslag van het « PGAED » wordt uitgewerkt na de respectievelijke adviezen te hebben ingewonnen van de Participatieraad bedoeld in artikel 69 van het opdrachtendecreet en van het basisoverlegcomité in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of de plaatselijke paritaire commissie in het officieel gesubsidieerd onderwijs of van de betrokken instantie in het vrij gesubsidieerd onderwijs volgens dezelfde bepalingen als deze bedoeld in § 1.

Het opvolgingsverslag van het « PGAED » bevat de informatie en indicatoren die het mogelijk maken om over de uitvoering van de vastgestelde doelstellingen te oordelen. In dit kader stelt het de evolutie voor van de informatie bedoeld in § 1, zesde lid, inzonderheid 4° tot 6°. In voorkomend geval bevat het de aanpassingen die nodig worden geacht ten opzichte van het oorspronkelijke « PGAED ».

Het opvolgingsverslag van het « PGAED » vermeldt de uitgesplitste toewijzing, over een afgelopen schooljaar en voor het schooljaar dat volgt, van de menselijke en werkingsmiddelen toegewezen in het kader van de artikel 6 of 7. In voorkomend geval wordt het opvolgingsverslag van het PGAED uitgewerkt in partnerschap en wordt de tussenkomst van elke partnervestiging uitvoerig beschreven.

Het opvolgingsverslag van het PGAED wordt ter beschikking gesteld van de Diensten van de Regering die, elk wat ze betreft en onverminderd de vrijheid van de pedagogische methodes, kunnen zorgen voor de gelijkstelling met dit decreet en de uitvoering ervan. Daartoe worden de bewijsstukken van de uitgaven in het kader van de gedifferentieerde omkadering ook ter beschikking gesteld.

§ 3. In het basisonderwijs en het secundair onderwijs, elk jaar gedurende de twee schooljaren waarin de bijkomende menselijke en werkingsmiddelen toegewezen worden aan de uittredende vestigingen, voor 30 juni, en voor de eerste keer ten laatste voor 30 juni 2016, wordt een eindverslag van het PGAED voor de zesde en zevende en laatste schooljaren waarin bijkomende menselijke en werkingsmiddelen toegewezen worden aan de uittredende vestigingen, uitgewerkt door het inrichtingshoofd in overleg met het geheel van het opvoedingsteam van de vestiging in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en door de inrichtende macht in overleg met het geheel van het opvoedingsteam van de vestiging in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, volgens een typemodel vastgesteld door de Regering. In het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap kan het eindverslag van het « PGAED » ook goedgekeurd worden door de Regering op haar aanvraag en, in voorkomend geval, gewijzigd worden.

Het eindverslag van het PGAED wordt uitgewerkt na de respectievelijke adviezen te hebben ingewonnen van de Participatieraad bedoeld in artikel 69 van het opdrachtdcreet en van het basisoverlegcomité in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of de plaatselijke paritaire commissie in het officieel gesubsidieerd onderwijs of van de betrokken instantie in het vrij gesubsidieerd onderwijs volgens dezelfde bepalingen als deze bedoeld in § 1.

Het eindverslag van het « PGAED » bevat de informatie en indicatoren die het mogelijk maken om de uitvoering van de vastgestelde doelstellingen te oordelen. In dit kader stelt het de evolutie voor van de informatie bedoeld in § 1, zesde lid, inzonderheid 4° tot 6°. In voorkomend geval bevat het de aanpassingen die nodig worden geacht ten opzichte van het oorspronkelijke « PGAED ».

Het eindverslag van het « PGAED » vermeldt de uitgesplitste toewijzing die plaats gevonden heeft over het afgelopen schooljaar van de menselijke en werkingsmiddelen toegewezen in het kader van de artikel 6 of 7. In voorkomend geval wordt het eindverslag van het PGAED in partnerschap uitgewerkt en wordt de tussenkomst van elke partnervestiging uitvoerig beschreven.

Het eindverslag van het « PGAED » wordt ter beschikking gesteld van de Diensten van de Regering die, elk wat hem betreft en onverminderd de vrijheid van de pedagogische methodes, kunnen zorgen voor de gelijkstelling met dit decreet en de uitvoering ervan. Daartoe worden de bewijsstukken van de uitgaven in het kader van de gedifferentieerde omkadering ook ter beschikking gesteld.

**Art. 9. § 1.** In het basisonderwijs maken de menselijke middelen in de vorm van kapitaal-lestijd bedoeld in artikel 6, § 2, het volgende mogelijk :

1° de aanwerving of de aanstelling van onderwijzers naar rata van ten minste 6 lestijden in de vorm van bijkomende kapitaal-lestijd;

2° de aanwerving of de aanstelling van kleuteronderwijzers naar rata van ten minste 1 viertijdse betrekking, deze betrekking wordt in kapitaal-lestijd omgezet naar rata van 24 lestijden per volledige opdrachtlast;

3° de aanwerving of de aanstelling van meesters lichamelijke opvoeding naar rata van ten minste 6 lestijden in de vorm van bijkomende kapitaal-lestijd;

4° de aanwerving of de aanstelling van meesters psychomotriciteit naar rata van ten minste 6 lestijden in de vorm van bijkomende kapitaal-lestijd;

5° de aanwerving of de aanstelling, in tijdelijk verband en voor een bepaalde duur, in het psycho-medisch-social centrum bevoegd voor één of meer vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten en met een specifieke terbeschikkingstelling voor deze vestiging(en), van een sociaal hulppersoneel, een paramedisch hulppersoneel, een psycho-pedagogisch hulppersoneel of een psycho-pedagogisch hulppersoneel van ten minste een viertijdse betrekking, deze betrekking wordt in kapitaal-lestijd omgezet, naar rata van 24 lestijden per volledige opdrachtlast;

6° de aanwerving of de aanstelling van opvoeders naar rata van ten minste 1 viertijdse betrekking, deze betrekking wordt in kapitaal-lestijd omgezet naar rata van 24 lestijden per volledige opdrachtlast;

7° de aanwerving of de aanstelling van kinderverzorgers en kinderverzorgsters naar rata van ten minste 1 viertijdse betrekking, deze betrekking wordt in kapitaal-lestijd omgezet, naar rata van 24 lestijden per volledige opdrachtlast.

In de gevallen bedoeld in 1° tot 7°, in het vorige lid :

1° worden de menselijke middelen in de vorm van lestijdenpakket toegewezen na overleg met de representatieve vakverenigingen overeenkomstig artikel 8;

2° worden de diensten verleend in dit kader op alle punten gelijkgesteld met de diensten verleend in de personeelsformatie;

3° wordt de toegang tot deze betrekkingen voorgelegd aan dezelfde statutaire bepalingen als deze van de personeelsformatie;

4° kunnen de aldus gecreëerde betrekkingen aanleiding geven tot een benoeming of een aanwerving in vast verband, behalve deze bedoeld in 5° van het vorige lid.

Ter aanvulling van de stelsels vastgesteld bij artikel 32 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving en bij het decreet van 14 juni 2001 betreffende de integratie van nieuwkomers in het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap is ingericht of gesubsidieerd, om de beheersing van de basisleerprocessen en van de Franse taal in het bijzonder te versterken door alle leerlingen, kunnen de menselijke middelen bedoeld in dit artikel inzonderheid gebruikt worden in de vorm van lestijden en/of van klassen die meer specifiek bestemd zijn voor de aanpassing van de Franse taal voor de leerlingen die deze niet voldoende beheersen zodat ze zich met succes kunnen aanpassen aan de activiteiten van de klasse waarin ze ingeschreven zijn. In voorkomend geval kan zo'n pedagogische activiteit georganiseerd worden boven de wekelijkse uurrooster van de leerling.

§ 2. De werkmiddelen bedoeld in artikel 6, § 3 maken het volgende mogelijk :

1° de aanwerving van het niet-onderwyzend personeel, inzonderheid met een arbeidsovereenkomst met bepaalde duur, een overeenkomst met dienstenverlening of een samenwerkingsovereenkomst, inzonderheid :

- a) de logopedisten;
- b) het personeel belast met de omkadering van leerlingen buiten de lessen, met inbegrip van de gerichte studie;
- c) de pedagogische, opvoedings-, culturele en sportverenigingen of instellingen;
- d) de ombudsmannen;
- e) de bibliothecarissen en multimedia verantwoordelijken.

2° de aanwerving van gesubsidieerde contractuele personeelsleden, in samenwerking met de gewesten, inzonderheid :

- a) de leerkrachten;
- b) de opvoeders;
- c) de maatschappelijke werkers;
- d) de kinderverzorgers en kinderverzorgsters;
- e) de logopedisten;
- f) de ombudsmannen;
- g) de bibliothecarissen en multimedia verantwoordelijken.

3° de aanwerving van het niet-onderwyzend personeel met een arbeidsovereenkomst in het kader van een doorstromingsprogramma, in samenwerking met de gewesten, inzonderheid :

- a) van het personeel belast met de verfreesings-, aanleg- en lichte renovatiewerken van lokalen of omgeving, zoals verf- en timmerwerken;
- b) van het personeel belast met het verlenen van steun aan het opvoedingsteam.

4° de vervanging van leerkrachten, in het kader van de voortgezette opleiding, inzonderheid door de organisatie van pedagogische animatie-activiteiten bedoeld in artikel 16, derde lid, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen van gewoon basisonderwijs;

5° de organisatie en de deelneming van de leden van het opvoedingsteam, alsook hun mogelijke vervanging als het om leerkrachten gaat; binnen of buiten de vestiging, aan specifieke opleidingen en seminaries in de volgende gebieden : onmiddellijke remediëring en uitvoering van gedifferentieerde pedagogie bij schoolmoeilijkheden, aanpassing aan de Franse taal van de leerlingen die deze taal niet voldoende beheersen, heterogeniteit van schoolpubliek, interculturaliteit, versterking van de relatie « gezin-school », beheer en preventie van schooluitval, beheer en preventie van conflicten en geweldverschijnsels;

6° gezamenlijke actie, inzonderheid in het kader van de invoering van de artikelen 6 en 8, 9° en 10°, van het opdrachtendecreet, met de diensten van de sector van Hulpverlening aan de jeugd bedoeld in artikel 1 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, en in het bijzonder de diensten voor hulpverlening in open milieu erkend met toepassing van het besluit van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor hulpverlening in open milieu;

7° voor de leerlingen van de vestiging, de oprichting van ontmoetingsruimtes, de inrichting en de werking van bibliotheken, documentatiecentra en multimedia centra, de aankoop van boeken, van schoolboeken, kranten, tijdschriften en periodieken, schoolsoftware en andere informatiedragers;

8° de tenlasteneming zowel voor de leerlingen van de vestiging als voor de begeleidende personeelsleden van de kosten voor de deelneming aan de pedagogische, opvoedings-, culturele en sportactiviteiten zoals inzonderheid het inschrijvingsgeld en het deelnemingsgeld, worden ze georganiseerd binnen of buiten de vestiging, in voorkomend geval met inbegrip van de tenlasteneming van de vervoerkosten die daaruit voortvloeien;

9° de inrichting en de verfraaiing van lokalen of omgeving van de vestiging;

10° de aankoop van het materiaal dat specifiek bestemd is voor de vestiging.

**Art. 10.** § 1. In het secundair onderwijs kunnen de menselijke middelen in de vorm van lestijden-leraar bedoeld in artikel 7, § 2, het volgende mogelijk maken :

1° de aanwerving of de aanstelling van leerkrachten;

2° de aanwerving of de aanstelling van het opvoedend hulppersoneel;

3° de aanwerving of de aanstelling van rector of vice-directeur, naar rata uitsluitend van 28 lestijden voor een voltijds equivalent of 14 lestijden voor een halftijds equivalent, dat voor een gedeelte toegerekend kan worden aan de menselijke middelen in de vorm van lestijd-leerkracht bedoeld in artikel 7, § 2 en voor een gedeelte aan het totaal aantal lestijd-leerkracht toegekend met toepassing van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan;

4° de aanwerving of de aanstelling, in tijdelijk verband en voor een bepaalde duur, in het psycho-medisch-sociaal centrum bevoegd voor één of meer vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten en met een specifieke terbeschikkingstelling voor deze vestiging(en), van een sociaal hulppersoneel, een paramedisch hulppersoneel, een psycho-pedagogisch hulppersoneel en een bijkomende psycho-pedagogisch adviseur van ten minste een viertijdse betrekking, deze betrekking wordt omgezet in lestijd-leerkracht, naar rata van 22 lestijden per volledige opdrachtlast.

In de gevallen bedoeld in 1° tot 4° :

1° de menselijke middelen in de vorm van lestijden-leraar worden toegewezen na overleg met de representatieve vakverenigingen overeenkomstig artikel 8;

2° de diensten gepresteerd in dit kader worden op alle punten gelijkgesteld met de diensten verleend in de personeelsformatie;

3° de toegang tot deze betrekkingen wordt onderworpen aan dezelfde statutaire bepalingen als deze van de personeelsformatie;

4° de aldus gecreëerde betrekkingen kunnen aanleiding geven tot de benoeming of de aanwerving in vast verband, behalve voor deze bedoeld in 4° van het vorige lid.

Ter aanvulling van het stelsel vastgesteld bij het decreet van 14 juni 2001 betreffende de integratie van nieuwkomers in het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap is ingericht of gesubsidieerd, om de beheersing van de basisleerprocessen en van de Franse taal in het bijzonder te versterken door alle leerlingen, kunnen de menselijke middelen bedoeld in dit artikel inzonderheid gebruikt worden in de vorm van lestijden en/of van klassen die meer specifiek bestemd zijn voor de aanpassing van de Franse taal voor de leerlingen die deze niet voldoende beheersen zodat ze zich met succes kunnen aanpassen aan de activiteiten van de klasse waarvoor ze ingeschreven zijn. In voorkomend geval kan zo'n pedagogische activiteit georganiseerd worden boven de wekelijkse uurrooster van de leerling.

§ 2. De werkmiddelen bedoeld in artikel 7, § 3, maken het volgende mogelijk :

1° de aanwerving van het niet-onderwijzend personeel, inzonderheid met een arbeidsovereenkomst met bepaalde duur, een overeenkomst met dienstenverlening of een samenwerkingsovereenkomst, inzonderheid :

- a) de logopedisten;
- b) het personeel belast met de omkadering van leerlingen buiten de lessen, met inbegrip van de gerichte studie;
- c) de pedagogische, opvoedings-, culturele en sportverenigingen of instellingen;
- d) de ombudsmannen;
- e) de bibliothecarissen en multimedia verantwoordelijken.

2° de aanwerving van gesubsidieerde contractuele personeelsleden, in samenwerking met de gewesten, inzonderheid :

- a) de leerkrachten;
- b) de opvoeders;
- c) de maatschappelijke werkers;
- d) de bibliothecarissen, de specialisten van de media, de audiovisuele sector en de socio-culturele animatie;
- e) de logopedisten;
- f) de ombudsmannen;
- g) de bibliothecarissen en multimedia verantwoordelijken.

3° de aanwerving van het niet-onderwijzend personeel met een arbeidsovereenkomst in het kader van een doorstromingsprogramma, in samenwerking met de gewesten, inzonderheid :

- a) van het personeel belast met de verfraaiings-, aanleg- en lichte renovatiewerken van lokalen of omgeving, zoals verf- en timmerwerken;
- b) van het personeel belast met het verlenen van steun aan het opvoedingsteam.

4° de vervanging van de leerkrachten van de twee eerste leerjaren van het secundair onderwijs in het kader van de voortgezette opleiding, inzonderheid door de organisatie van socio-culturele activiteiten bedoeld in het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan;

5° de organisatie en de deelneming van de leden van het opvoedingsteam, alsook hun mogelijke vervanging als het om leerkrachten gaat, binnen of buiten de vestiging, aan specifieke opleidingen en seminaries in de volgende gebieden : onmiddellijke remediëring en invoering van gedifferentieerde pedagogie bij schoolmoeilijkheden, aanpassing aan de Franse taal door de leerlingen die deze niet voldoende beheersen, heterogeniteit van schoolpubliek, interculturaliteit, versterking van de relatie « gezin-school », beheer en preventie van schooluitval, beheer en preventie van conflicten en geweldverschijnsels;

6° gezamenlijke actie, inzonderheid in het kader van de invoering van de artikelen 6 en 8, 9° en 10°, van het opdrachtendecreet, met de diensten van de sector van Hulpverlening aan de Jeugd bedoeld in artikel 1 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, en in het bijzonder de diensten voor hulpverlening in open milieu erkend met toepassing van het besluit van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor hulpverlening in open milieu;

7° voor de leerlingen van de vestiging, de oprichting van ontmoetingsruimtes, de inrichting en de werking van bibliotheken, documentatiecentra en multimedia centra, de aankoop van boeken, van schoolboeken, kranten, tijdschriften en periodieken, schoolsoftware en andere informatiedragers;

8° de tenlasteneming zowel voor de leerlingen van de vestiging als voor de begeleidende personeelsleden van de deelnemingskosten aan de pedagogische, opvoedings-, culturele en sportactiviteiten zoals inzonderheid het inschrijvingsgeld en het deelnemingsgeld, worden ze georganiseerd binnen of buiten de vestiging, in voorkomend geval met inbegrip van de tenlasteneming van de vervoerkosten die daaruit voortvloeien;

9° de inrichting en de verfraaiing van lokalen of omgeving van de vestiging;

10° de aankoop van het materiaal dat specifiek bestemd is voor de vestiging.

**Art. 11.** De bijkomende kredieten bedoeld in de artikelen 6, § 3, en 7, § 3, worden volledig op de begroting van het kalenderjaar waarin het schooljaar beëindigt, genomen.

HOOFDSTUK IV. — *Over diverse maatregelen en regels die van toepassing zijn op sommige vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten*

**Art. 12.** § 1. De betrekkingen bedoeld bij artikel 3 van het koninklijk besluit van 15 april 1977 tot vaststelling van de regelen en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulppersoneel en van het administratief personeel van de inrichtingen voor secundair onderwijs en voor hoger onderwijs, kunnen opgericht of gesubsidieerd worden, volgens de devolutieorde erin vervat, ten belope van een betrekking per volledige schijf :

1° van 70 leerlingen in vestigingen voor secundair onderwijs die de gedifferentieerde omkadering genieten en die tot klasse 1 behoren;

2° van 80 leerlingen in vestigingen voor secundair onderwijs die de gedifferentieerde omkadering genieten en die tot klasse 2 of 3 behoren.

§ 2. In het koninklijk besluit bedoeld bij § 1, wordt de volgende wijziging aangebracht : artikel 4 wordt door de volgende woorden vervangen : « Art. 4. In de vestigingen voor secundair onderwijs die de gedifferentieerde omkadering genieten krachtens het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, kunnen opgericht of gesubsidieerd worden, volgens de devolutieorde erin vervat, ten belope van een betrekking per volledige schijf :

1° van 70 leerlingen in vestigingen voor secundair onderwijs die de gedifferentieerde omkadering genieten en die tot klasse 1 behoren;

2° van 80 leerlingen in vestigingen voor secundair onderwijs die de gedifferentieerde omkadering genieten en die tot klasse 2 of 3 behoren.

De aldus opgerichte betrekkingen kunnen aanleiding geven tot een vaste benoeming of werving.

**Art. 13.** In de vestigingen voor secundair onderwijs die de gedifferentieerde omkadering genieten en die tot klasse 1 behoren :

1° De aanwending van de lestijden-leraar bedoeld bij artikel 10 draagt ertoe bij de werkomstandigheden te verbeteren door de begeleiding van de leerlingen en het overleg binnen de opvoedingsteams.

2° In afwijking van het koninklijk besluit van 30 december 1959 betreffende de ziekte- en bevallingsverloven der leden van het personeel uit het Rijksonderwijs, wordt de vervanging van de personeelsleden die wegens ziekteverlof afwezig zijn toegelaten zodra deze afwezigheid minstens vijf dagen bedraagt.

3° Ieder jaar, vanaf 1 oktober, zal er tot geen reffectatie of opdrachtaanvulling overgegaan worden van een personeelslid, die ertoe zou kunnen leiden een tijdelijk personeelslid af te danken of zijn opdracht te verminderen.

**Art. 14.** In het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, wordt de voorrang verleend, voor de wijzigingen van affectatie van het leidend, onderwijzend of hulpopvoedend personeel, aan degenen die in dienst waren, gedurende minstens tien jaar, in een vestiging die de gedifferentieerde omkadering van klasse 1, 2 of 3 geniet en/of in een vestiging die de gedifferentieerde omkadering bedoeld bij artikel 39 geniet en/of in een vestiging die de positieve discriminatie geniet bedoeld bij artikel 4 alsook bij artikel 64 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie.

In het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd officieel onderwijs, wordt de voorrang verleend, voor de wijzigingen van affectatie van het leidend, onderwijzend of hulpopvoedend personeel, aan degenen die in dienst waren, gedurende minstens tien jaar, in een vestiging die de gedifferentieerde omkadering van klasse 1, 2 of 3 geniet en/of in een vestiging die de gedifferentieerde omkadering bedoeld bij artikel 39 geniet en/of in een vestiging die de positieve discriminatie geniet bedoeld bij artikel 4 alsook bij artikel 64 van het voornoemde decreet van 30 juni 1998.

In het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd vrij onderwijs, wordt de voorrang verleend, voor de wijzigingen van affectatie van het leidend, onderwijzend of hulpopvoedend personeel, aan degenen die in dienst waren, gedurende minstens tien jaar, in een vestiging die de gedifferentieerde omkadering van klasse 1, 2 of 3 geniet en/of in een vestiging die de gedifferentieerde omkadering bedoeld bij artikel 39 geniet en/of in een vestiging die de positieve discriminatie geniet bedoeld bij artikel 4 alsook bij artikel 64 van het voornoemde decreet van 30 juni 1998.

De termijn van minstens tien jaar bedoeld bij dit artikel wordt opgeschort wanneer een personeelslid bedoeld bij de vorige leden een verlof geniet om voorlopig een ander ambt uit te oefenen krachtens artikel 14 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, bij een relaiscentrum, overeenkomstig Hoofdstuk V van het decreet van 12 mei 2004 betreffende diverse maatregelen inzake de strijd tegen het vroegtijdig verlaten van de school, de uitsluiting en het geweld op school en, onder meer, de oprichting van het herscholings- en herintegratiecentrum van de Franse Gemeenschap, gedurende dit verlof.

Dit artikel is van toepassing op de wijzigingen van affectatie bedoeld bij het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd.

**Art. 15.** Binnen de perken van de begrotingsmogelijkheden, kan de Regering tegemoetkomen in het aandeel van de overheid om de werving te vergemakkelijken van niet-onderwijzend personeel bij arbeidsovereenkomsten in het kader van een programma voor beroepsdoorstroming binnen de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten :

1° Om werken voor verfraaiing, inrichting en lichte rehabilitatie van lokalen en omgevingen uit te voeren, zoals verfwerk, onderhoud van houtwerk.

2° Om het opvoedingsteam bij te staan.

**Art. 16.** In omstandigheden van uitzonderlijke ernstigheid die ze zelf bepaalt, kan de Regering afwijken van de verplichtingen inzake termijn, raadpleging en overleg bedoeld bij de artikelen 7 tot 11 en de aanwending toelaten, in alle noodwendigheid, van de aanvullende menselijke en werkingsmiddelen die nodig zijn voor de goede werking van een vestiging die de gedifferentieerde omkadering geniet.

HOOFDSTUK V. — *De voortgezette evaluatie van het systeem van de gedifferentieerde omkadering en het toezicht erop*

**Art. 17.** De sturingscommissie opgericht door het decreet van 22 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap wordt belast met het toezicht, het volgen en de voortgezette evaluatie van het systeem van de gedifferentieerde omkadering zoals opgericht door dit decreet.

Voor het uitoefenen van deze opdracht wendt de Sturingscommissie alle logistieke middelen aan waarover zij beschikt en gaat over tot alle nodige expertises en hoorzittingen, waaronder onder meer de inrichtingshoofden en de leden van de opvoedingsteams van het basis- en secundair onderwijs die de gedifferentieerde omkadering genieten, de inrichtende machten van het basis- en secundair onderwijs, de leden van de Algemene Inspectiedienst, universitaire deskundigen. Ze beroept zich tevens op de uitslag en vaststellingen die voortvloeien uit de internationale externe evaluaties, de externe evaluaties uitgevoerd in het kader van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs en objectieve indicators, inzonderheid de cijfers van het aantal leerlingen die geslaagd, gezakt zijn of die blijven zitten en die schoolachterstand ondergaan, de cijfers van schoolveranderingen, leerlingenoriëntatie op het einde van het pedagogische continuüm bedoeld bij artikel 13 van het opdrachtendecreet, van de oriëntatie van leerlingen in het gespecialiseerd onderwijs.

Op basis van haar vaststellingen, stelt de Sturingscommissie om de drie jaar een verslag op ter bestemming van de Regering, waarvan het eerste nochtans opgesteld wordt ten laatste twee jaar na de inwerkingtreding van dit decreet. Dit verslag evalueert inzonderheid of de doelstellingen verwezenlijkt werden om iedere leerling gelijke kansen te bieden op sociale emancipatie in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving en om, binnen de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten, de pedagogische acties te bevorderen die ertoe streven de doelstellingen bedoeld bij de artikelen 6, inzonderheid het 4°, 10, 11, 12, 24 en 34 van het opdrachtendecreet te verwezenlijken, en in welke mate deze doelstellingen verwezenlijkt werden. Het verslag bevat de voorstellen die, desgevallend, de verwezenlijking of de vervolmaking van deze mogelijk zouden maken.

**Art. 18.** De inrichtende machten waarvan één of meer vestigingen de gedifferentieerde omkadering genieten die toegekend is door de Franse Gemeenschap in het kader van dit decreet dienen, gedurende de hele periode tijdens dewelke ze deze omkadering genieten, de middelen die ze toekennen uit eigen fondsen aan deze vestigingen niet te beperken.

De Diensten van de Regering zorgen voor de toepassing van en het toezicht op de naleving van dit decreet door de schoolinrichtingen, de verscheidene vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten alsook door hun respectieve inrichtende machten.

**Art. 19.** Wanneer de Diensten van de Regering over elementen beschikken die erop wijzen dat een inrichtende macht in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs een deel of het geheel van de bijkomende middelen, zowel menselijke als werkmiddelen, toegekend in het kader van dit decreet, voor andere doeleinden of andere vestigingen dan deze die wettelijk bepaald zijn, bestemt, of dat hij artikel 18 niet in acht neemt, vragen zij aan de vertegenwoordiger van de inrichtende macht om voor een hoorzitting te verschijnen en zenden het aldus opgestelde dossier aan de bevoegde Minister over.

Op deze basis, als de feiten degelijk vastgesteld werden, kan de bevoegde Minister de inrichtende macht in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs in gebreke stellen aan elke onrechtmatige toestand zonder verwijl een einde te maken en aan de Franse Gemeenschap het bedrag van de aldus niet rechtmatig bestemde bijkomende menselijke en/of werkmiddelen terug te betalen. In dezelfde tijd, kan de Regering, ter hoogte van 50,00 % en voor iedere betrokken vestiging, de toekenning van de bijkomende menselijke en werkmiddelen in het kader van de gedifferentieerde omkadering voor het volgende schooljaar laten beperken.

In voorkomend geval, als het opnieuw gebeurt of als geweigerd wordt de toestand te wijzigen, laat de Regering, ter hoogte van 100,00 % en voor iedere betrokken vestiging, de toekenning van bijkomende menselijke en werkmiddelen in het kader van de gedifferentieerde omkadering voor minstens twee schooljaren beperken.

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigings- en opheffingsbepalingen*

**Art. 20.** In de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 3, § 3, zevende lid, 8°, wordt een laatste lid toegevoegd, luidend als volgt : « Onder vestigingen voor positieve discriminatie worden bedoeld de vestigingen die gerangschikt zijn overeenkomstig artikel 4, vierde lid van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, en die, in de volgorde van die rangschikkingen, in hun midden 12,5 % van de leerlingen voor het basisonderwijs en 13,5 % van de leerlingen voor het secundair onderwijs ontvangen ».

2° In artikel 24, § 2, tweede lid, 2°*quater*, worden de woorden « en de bepalingen bedoeld bij het voornoemde decreet van 30 april 2009 in acht te nemen » na de woorden « positieve discriminatie ».

**Art. 21.** In het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, wordt de volgende wijziging aangebracht : in artikel 28, § 1, worden de woorden « de voorzitter van de Commissie voor Positieve Discriminatie die werd gecreëerd door het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen te geven op sociale emancipatie, met name door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, of zijn afgevaardigde » vervangen door de woorden « de leidend ambtenaar van de Algemene Directie van het Leerplichtonderwijs, of diens afgevaardigde ».

**Art. 22.** In het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 4, 8°, worden de woorden « 250 voor een inrichting vermeld in de lijst van bijzonder prioritair te helpen inrichtingen bepaald door de Regering overeenkomstig artikel 10 van het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs » vervangen door de woorden « 250 voor een inrichting waarvan de vestiging(en) voor secundair onderwijs de gedifferentieerde omkadering geniet(en) en tot klasse 1 behoort(oren) zoals bedoeld bij het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving ».

2° In artikel 20, § 4, worden de woorden « toegekend op basis van artikel 11 van het decreet 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie » vervangen door de woorden « toegekend op basis van artikel 10 van het voornoemde decreet van 30 april 2009 ».

3° In artikel 21, § 1, worden de woorden « met uitzondering van de instellingen of vestigingen waarvoor de maatregelen voor positieve discriminatie als prioritair worden beschouwd en van de toevoeging van de lestijden/leraar toegekend volgens artikel 11 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie » vervangen door de woorden « met uitzondering van de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering van klasse 1 genieten en van de toevoeging van de lestijden/leraar toegekend aan de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering van klasse 2, 3, 4 en 5 genieten krachtens het voornoemde decreet van 30 april 2009 ».

4° In artikel 21<sup>quater</sup>, wordt het derde lid geschrapt.

**Art. 23.** In het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 3, § 1<sup>bis</sup>, worden de woorden « behoudens de afwijking bedoeld bij artikel 14 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie » vervangen door de woorden « behoudens de afwijking bedoeld bij artikel 13, 2°, van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving ».

2° In artikel 29<sup>quater</sup>, 2), worden de woorden « met inachtneming van artikel 18 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie » vervangen door de woorden « met inachtneming van artikel 14 van het voornoemde decreet van 30 april 2009 ».

3° In artikel 34<sup>quater</sup>, § 3, worden de woorden « de inachtneming door de inrichtende machten van artikel 18 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie wanneer deze de kandidaten affecteren » vervangen door de woorden « de inachtneming van artikel 14 van het voornoemde decreet van 30 april 2009 wanneer deze de kandidaten affecteren ».

4° In artikel 34<sup>quater</sup>, § 5, vierde, vijfde en zesde leden, worden de woorden « toeziet op de naleving van artikel 18 van voormeld decreet van 30 juni 1998 » vervangen door de woorden « toeziet op de naleving van artikel 14 van voormeld decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving ».

5° In artikel 71<sup>quater</sup>, 2°, b), worden de woorden « van artikel 18 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie » vervangen door de woorden « van artikel 14 van het voornoemde decreet van 30 april 2009 ».

**Art. 24.** In het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, worden de volgende wijzigingen aangebracht : in artikel 80, § 1, dertiende lid en in artikel 88, § 1, twaalfde lid, worden de woorden « opgemaakt door het Bestuur met toepassing van artikel 4, § 2, vierde lid, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie » vervangen door de woorden « opgemaakt met toepassing van de artikelen 3 en 4 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving ».

**Art. 25.** In het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt de volgende wijziging aangebracht : in artikel 27, vijfde lid, worden de woorden « de leerlingen die ingeschreven zijn in de inrichtingen of vestigingen voor gewoon basis- en secundair onderwijs met positieve discriminatie » vervangen door de woorden « de leerlingen die ingeschreven zijn in de vestigingen voor basis- en secundair onderwijs die de gedifferentieerde omkadering van klasse 1, 2 en 3 genieten zoals bepaald krachtens het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving ».

**Art. 26.** In het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De artikelen 2, 1°, 3, 1°, 14° en 15°, hoofdstuk 2 en artikel 36, § 2, worden opgeheven.

2° In artikel 36, § 1, worden de woorden in het kader van de bij artikel 10 bedoelde begroting » geschrapt.

3° In artikel 60, eerste lid, worden de woorden « De Commissie voor Positieve Discriminatie die in artikel 6 wordt bedoeld, beoordeelt jaarlijks » vervangen door de woorden « De Hoge Raad beoordeelt » en het tweede lid wordt geschrapt.

**Art. 27.** In het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 34, zesde lid, worden de woorden « die een maatregel voor positieve discriminatie genieten, bedoeld in artikel 4, § 4, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie » vervangen door de woorden « die een maatregel voor gedifferentieerde omkadering genieten, bepaald in het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving ».



2° In artikel 36, wordt het derde lid vervangen door de woorden : « De bepalingen van dit artikel zijn niet van toepassing op de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten van klasse 1, 2 en 3 en op de toevoeging van lestijdenpakketten toegekend aan de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering van klasse 4 en 5 genieten krachtens van het decreet van het voornoemde decreet van 30 april 2009 ».

3° In artikel 37, wordt het vierde lid vervangen door de woorden : « De bepalingen van dit artikel zijn niet van toepassing op de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten van klasse 1, 2 en 3 en op de toevoeging van lestijdenpakketten toegekend aan de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering van klasse 4 en 5 genieten krachtens van het decreet van het voornoemde decreet van 30 april 2009 ».

4° In artikel 46, zesde lid, worden de woorden « die een maatregel voor positieve discriminatie genieten, bedoeld in artikel 4, § 4, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie » vervangen door de woorden « die een maatregel voor gedifferentieerde omkadering genieten, bepaald in het voornoemde decreet van 30 april 2009 ».

5° Er wordt een artikel 51*bis* toegevoegd, luidend als volgt : « In het kader van het voornoemde decreet van 30 april 2009 kan het ambt van studiemeester-opvoeder vol- of deeltijds ingericht worden naar rata van minstens 1 deeltijds voor een vierde betrekking in de vestigingen voor kleuter-, lager en basisonderwijs die de gedifferentieerde omkadering genieten krachtens het voornoemde decreet van 30 april 2009. Dit ambt bevat 36 uur prestaties per week voor een voltijdse betrekking ».

6° Er wordt een artikel 51*ter* toegevoegd, luidend als volgt : « In het kader van het voornoemde decreet van 30 april 2009, kan het ambt van kinderverzorger vol- of deeltijds ingericht worden naar rata van minstens 1 deeltijds voor een vierde betrekking in de vestigingen voor kleuter-, lager en basisonderwijs die de gedifferentieerde omkadering genieten krachtens het voornoemde decreet van 30 april 2009. Dit ambt bevat 36 uur prestaties per week voor een voltijdse betrekking en wordt aan statutaire regels onderworpen. ».

**Art. 28.** In het decreet van 7 juni 2001 betreffende de sociale voordelen, wordt de volgende wijziging aangebracht : in artikel 5, § 2, worden de woorden « die de positieve discriminatie genieten » vervangen door de woorden « die de gedifferentieerde omkadering genieten ».

**Art. 29.** In het decreet van 14 juni 2001 betreffende de integratie van nieuwkomers in het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap, wordt de volgende wijziging aangebracht : in artikel 5, derde lid, worden de woorden « en op gemotiveerd voorstel van de Commissie voor positieve discriminatie » geschrapt.

**Art. 30.** In het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school, wordt de volgende wijziging aangebracht : in artikel 21, § 2, tweede lid, worden de woorden « bedoeld in artikel 4 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie » vervangen door de woorden « bedoeld in artikel 3 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving ».

**Art. 31.** In het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijsstelsel, wordt de volgende wijziging aangebracht : in artikel 3 wordt een laatste lid toegevoegd, luidend als volgt : « 14. Het toezicht, het opvolgen en de evaluatie van het systeem van de gedifferentieerde omkadering zoals opgericht door het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving. Voor het uitvoeren van deze opdracht wendt de Sturingscommissie alle logistieke middelen aan waarover zij beschikt en gaat over tot alle nodige expertises en hoorzittingen, waaronder onder meer de inrichtingshoofden en de leden van de opvoedingsteams van het basis- en secundair onderwijs die de gedifferentieerde omkadering genieten, de inrichtende machten van het basis- en secundair onderwijs, de leden van de Algemene Inspectiedienst, universitaire deskundigen. Op basis van haar vaststellingen, stelt de Sturingscommissie om de drie jaar een verslag op ter bestemming van de Regering, waarvan het eerste nochtans opgesteld wordt tegen 1 juni 2011. Dit verslag evalueert inzonderheid of de doelstellingen verwezenlijkt werden om iedere leerling gelijke kansen te bieden op sociale emancipatie in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving en om, binnen de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten, de pedagogische acties te bevorderen die ertoe streven de doelstellingen bedoeld bij de artikelen 6, inzonderheid het 4°, 10, 11, 12, 24 en 34 van het opdrachtendecreet te verwezenlijken, en in welke mate deze doelstellingen tot verwezenlijkt werden. Het verslag bevat de voorstellen die, desgevallend, de verwezenlijking of de vervolmaking van deze mogelijk zouden maken. »

**Art. 32.** In het decreet van 28 april 2004 betreffende de gedifferentieerde financiering van de instellingen voor basisonderwijs en secundair onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 11, § 2, tweede lid, worden de woorden « overeenkomstig artikel 4, § 2 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie » vervangen door de woorden « overeenkomstig de artikelen 3 en 4 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving ».

2° In artikel 11, § 2, derde lid, worden de woorden « overeenkomstig artikel 4, § 1, van het voornoemde decreet van 30 juni 1998 » vervangen door de woorden « overeenkomstig de artikelen 3 en 4 van het decreet van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving ».

**Art. 33.** In het decreet van 24 maart 2006 betreffende het instellen, bevorderen en versterken van samenwerkingsverbanden tussen Cultuur en Onderwijs, wordt de volgende wijziging aangebracht : in artikel 6, worden de woorden « aan de scholen in positieve discriminatie in de zin van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie » vervangen door de woorden « aan de scholen die de gedifferentieerde omkadering genieten in de zin van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving ».

**Art. 34.** In het decreet van 20 juli 2006 betreffende het overleg van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de Inrichtende Machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde P.M.S.-centra, wordt de volgende wijziging aangebracht: in artikel 4, *k*), worden de woorden « en het beleid inzake gedifferentieerde omkadering » toegevoegd na de woorden « Het beleid inzake positieve discriminatie ».

**Art. 35.** In het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, worden de volgende wijzigingen aangebracht: in artikel 15, eerste lid en vierde lid, worden de woorden « de positieve discriminatie » vervangen door de woorden « de gedifferentieerde omkadering ».

**Art. 36.** In het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In artikel 6, § 1, 2°, *g*), worden de woorden « inzake positieve discriminatie bedoeld in de artikelen 8, 9, 10, 11 en 12 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie » vervangen door de woorden « inzake gedifferentieerde omkadering bedoeld in het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving ».

2° In artikel 9, § 1, 2°, *f*), worden de woorden « inzake positieve discriminatie bedoeld in de artikelen 8, 9, 10, 11 en 12 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie » vervangen door de woorden « inzake gedifferentieerde omkadering bedoeld in het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving ».

3° In artikel 50, § 1, 2°, derde, vierde en vijfde leden, worden de woorden « de gedifferentieerde omkadering en » voor de woorden « de positieve discriminatie » toegevoegd.

**Art. 37.** In het decreet van 26 april 2007 waarbij gezorgd wordt voor de pedagogische uitrusting van het kwalificatieonderwijs, wordt de volgende wijziging aangebracht: in artikel 3, 1°, *f*), worden de woorden « en aan de inrichtingen voor positieve discriminatie » vervangen door de woorden « en aan de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering van klasse 1, 2 of 3 genieten overeenkomstig het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving ».

**Art. 38.** In het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In artikel 6, § 2, worden de woorden « om in aanmerking te komen voor de subsidies bedoeld in het kader van de toepassing van artikel 4, § 4, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie » vervangen door de woorden « om de gedifferentieerde omkadering te genieten van klasse 1, 2 of 3 overeenkomstig het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving ».

2° In artikel 8, § 1, tweede lid, worden de woorden « de positieve discriminatie overeenkomstig het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie » vervangen door de woorden « de gedifferentieerde omkadering van klasse 1, 2 of 3 overeenkomstig het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving ».

**Art. 39.** In het decreet van 19 februari 2009 tot organisatie van de gedifferentieerde versterking van de technische personeelsformatie van de psycho-medisch-sociale centra, wordt de volgende wijziging aangebracht: in artikel 2, 10°, worden de woorden « zoals bepaald overeenkomstig artikel 4, §§ 1 en 2 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie » vervangen door de woorden « : zoals bepaald overeenkomstig de artikelen 3 en 4 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving ».

**Art. 40.** Opgeheven worden op de datum waarop de besluiten bedoeld bij artikel 4 van dit decreet aangenomen worden:

1° Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 juli 2005 tot goedkeuring van de keuze van de variabelen en de formule voor de berekening van het sociaal-economisch indexcijfer van elke statistische sector met toepassing van artikel 4, § 1, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie.

2° Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 september 2005 tot vaststelling, in het secundair onderwijs, van de lijst van de inrichtingen of vestigingsplaatsen die voor positieve discriminatie in aanmerking komen en van de prioritaire inrichtingen of vestigingsplaatsen, met toepassing van artikel 4, § 4, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie.

3° Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 september 2005 tot vaststelling, in het basisonderwijs, van de lijst van de vestigingsplaatsen die voor positieve discriminatie in aanmerking komen met toepassing van artikel 4, § 4, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 41.** Zolang de besluiten bedoeld bij artikel 4 van dit decreet niet aangenomen werden, worden beschouwd als voor de gedifferentieerde omkadering in aanmerking komend :

1° In het gewoon basisonderwijs, de vestigingen voor basis-, lager en kleuteronderwijs, bepaald met toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 september 2005 tot vaststelling, in het basisonderwijs, van de lijst van de vestigingsplaatsen die voor positieve discriminatie in aanmerking komen met toepassing van artikel 4, § 4, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie. In dat kader, worden deze vestigingen geacht allemaal tegelijk aan de klasse 1, 2 en 3 van de gedifferentieerde omkadering te behoren.

2° In het gewoon secundair onderwijs, de inrichtingen en vestigingen bepaald met toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 september 2005 tot vaststelling, in het secundair onderwijs, van de lijst van de inrichtingen of vestigingsplaatsen die voor positieve discriminatie in aanmerking komen en van de prioritaire inrichtingen of vestigingsplaatsen, met toepassing van artikel 4, § 4, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie. In dat kader, worden alle prioritaire inrichtingen of vestigingen geacht tot klasse 1 van de gedifferentieerde omkadering te behoren terwijl de andere geacht worden tegelijk tot klasse 2 en 3 te behoren.

**Art. 42.** § 1. In het basisonderwijs, voor het schooljaar 2009-2010, worden complementair en exclusief aan de vestigingen bepaald met toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 september 2005 tot vaststelling, in het basisonderwijs, van de lijst van de vestigingsplaatsen die voor positieve discriminatie in aanmerking komen met toepassing van artikel 4, § 4, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, aanvullende lestijden en kredieten toegekend.

Voor het schooljaar 2009-2010, krijgen de vestigingen bedoeld bij het vorige lid dezelfde bijkomende menselijke en werkingsmiddelen toebedeeld als deze toegekend in het kader van de positieve discriminatie voor het schooljaar 2008-2009, met de verhoging bedoeld bij dit artikel.

Deze verhoging en het geheel aan bijkomende menselijke en werkingsmiddelen dienen met het actieproject voor positieve discriminatie dat aan de gang is in de vestiging op basis van het voornoemde decreet van 30 juni 1998 nauw in verband te staan en het verder tot ontplooiing te brengen. Desgevallend, kunnen ze ook nauw verbonden zijn met het vooruitzicht en de progressieve uitwerking van een komend Algemeen actieproject voor gedifferentieerde omkadering binnen de vestiging.

§ 2. 4 293 aanvullende lestijden worden door de Diensten van de Regering rechtstreeks bestemd voor de vestigingen bedoeld bij § 1 in de vorm van lestijdenpakketten voor het bekomen van de menselijke middelen bedoeld bij artikel 8, § 3, van het voornoemde decreet van 30 juni 1998.

Het deel van iedere vestiging wordt verkregen door de lestijden bedoeld bij het vorige lid te vermenigvuldigen met een breukdeel waarvan de teller het aantal op 15 januari regelmatig ingeschreven leerlingen in de vestiging waarvoor het deel wordt berekend en de noemer het aantal op 15 januari regelmatig ingeschreven leerlingen in de vestigingen bedoeld bij § 1.

§ 3. Er worden aanvullende kredieten voor een bedrag van 1.500.000 EUR rechtstreeks door de Diensten van de Regering bestemd voor de vestigingen bedoeld bij § 1 in de vorm van werkingsmiddelen bedoeld bij artikel 8, § 3, van het voornoemde decreet van 30 juni 1998.

Het deel van iedere vestiging wordt verkregen door de werkingsmiddelen bedoeld bij het vorige lid te vermenigvuldigen met een breukdeel waarvan de teller het aantal op 15 januari regelmatig in de vestiging ingeschreven leerlingen waarvoor het deel wordt berekend en de noemer het aantal op 15 januari regelmatig in de vestigingen bedoeld bij § 1 ingeschreven leerlingen.

§ 4. Vóór 30 juni 2009, lichten de Diensten van de Regering de betrokken inrichtingshoofden van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap en de betrokken inrichtende machten van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs, ieder wat hem betreft, in over de verdeling van de verhoging bedoeld bij dit artikel.

**Art. 43.** In het secundair onderwijs, voor het schooljaar 2009-2010, worden complementair en exclusief aan de vestigingen bepaald met toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 september 2005 tot vaststelling, in het secundair onderwijs, van de lijst van de vestigingsplaatsen die voor positieve discriminatie in aanmerking komen met toepassing van artikel 4, § 4, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, aanvullende lestijden en kredieten toegekend.

Voor het schooljaar 2009-2010, krijgen de vestigingen bedoeld bij het vorige lid dezelfde bijkomende menselijke en werkingsmiddelen toebedeeld als deze toegekend in het kader van de positieve discriminatie voor het schooljaar 2008-2009, met de verhoging bedoeld bij dit artikel.

Deze verhoging en het geheel aan bijkomende menselijke en werkingsmiddelen dienen met het actieproject voor positieve discriminatie dat aan de gang is in de vestiging op basis van het voornoemde decreet van 30 juni 1998 nauw in verband te staan en het verder tot ontplooiing te brengen. Desgevallend, kunnen ze ook nauw verbonden zijn met het vooruitzicht en de progressieve uitwerking van een komend Algemeen actieproject voor gedifferentieerde omkadering binnen de vestiging.

§ 2. 3 668 aanvullende lestijden worden door de Diensten van de Regering rechtstreeks bestemd voor de vestigingen bedoeld bij § 1 in de vorm van lestijden-leraar voor het bekomen van de menselijke middelen bedoeld bij artikel 11 van het voornoemde decreet van 30 juni 1998.

Het deel van iedere vestiging wordt verkregen door de lestijden bedoeld bij het vorige lid te vermenigvuldigen met een breukdeel waarvan de teller het aantal op 15 januari regelmatig in de vestiging ingeschreven leerlingen waarvoor het deel wordt berekend en de noemer het aantal op 15 januari regelmatig in de vestigingen bedoeld bij § 1 ingeschreven leerlingen.

§ 3. Er worden aanvullende kredieten voor een bedrag van 1.500.000 EUR rechtstreeks door de Diensten van de Regering bestemd voor de vestigingen bedoeld bij § 1 in de vorm van de werkingsmiddelen bedoeld bij artikel 12 van het voornoemde decreet van 30 juni 1998.

Het deel van iedere vestiging wordt verkregen door de werkingsmiddelen bedoeld bij het vorige lid te vermenigvuldigen met een breukdeel waarvan de teller het aantal op 15 januari regelmatig in de vestiging ingeschreven leerlingen waarvoor het deel wordt berekend en de noemer het aantal op 15 januari regelmatig in de vestigingen bedoeld bij § 1 ingeschreven leerlingen.

§ 4. Vóór 30 juni 2009, lichten de Diensten van de Regering de betrokken inrichtingshoofden van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap en de betrokken inrichtende machten van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs, ieder wat hem betreft, in over de verdeling van de verhoging bedoeld bij dit artikel.

**Art. 44.** In het basis- en het secundair onderwijs, indien blijkt dat vestigingen bedoeld in de voornoemde besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 september 2005 niet beoogd worden, bij de aanneming ervan, door de besluiten bedoeld bij artikel 4 van dit decreet, worden deze geacht uittreidend te zijn en, genieten, voor het schooljaar 2010-2011, 50,00 % van de lestijden en de werkingsmiddelen die ze toegekend werden voor het vorige schooljaar en, voor het schooljaar 2011-2012, 25,00 % van de lestijden en de werkingsmiddelen die ze toegekend werden twee jaar daarvoor. Het deel van iedere aftredende vestiging wordt afgerond tot de lagere eenheid en kan niet lager zijn dan zes lestijden.

In het basis- en het secundair onderwijs, indien blijkt dat vestigingen bedoeld in de voornoemde besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 september 2005 ook beoogd worden, bij de aanneming ervan, door de besluiten bedoeld bij artikel 4 van dit decreet en tot de klasse 1 tot 3 behoren, maar dat ze, als dusdanig, toch niet evenveel bijkomende lestijden en werkingsmiddelen zouden genieten als deze toegekend voor het schooljaar 2008-2009 via de positieve discriminatie, worden voor deze vestigingen gelijke middelen toegekend als voor het schooljaar 2008-2009, en dit voor de schooljaren 2010-2011 en 2011-2012.

Het tweede lid van dit artikel is niet of niet meer van toepassing op de erin bedoelde vestigingen die, tussen 15 januari 2009 en 15 januari 2010 of tussen 15 januari 2009 en 15 januari 2011, een variatie naar beneden kennen van hun schoolbevolking van meer dan 10 %.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Inwerkingtreding*

**Art. 45.** Dit decreet treedt in werking op 1 juni 2009.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 30 april 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs,  
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,  
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,  
C. DUPONT

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
M. TARABELLA

—  
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

*Stukken van het Parlement.* — Voorstel van decreet, nr. 698-1. — Verslag, nr. 698-2.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 28 april 2008.